



Investir dans les populations rurales

République du Niger

PROJET DE PETITE IRRIGATION (PPI RUWANMU)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 04-22 avril 2016

Date du document: 24/05/2016

No. du Projet: 1100001646

No. du rapport: 4077-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du PPI- <i>Ruwanmu</i>	2
C.	Produits et effets	2
D.	Aspects fiduciaires	7
E.	Date d'achèvement du Projet	8
F.	Durabilité	8
G.	Conclusion	8

Appendices

- 1- Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées
- 2- Indicateurs du cadre logique actualisé et niveau d'avancement
- 3- Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus
- 4- Avancement matériel du PTBA
- 5- Aspects financiers
- 6- Tableau de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit et de supervision
- 7- Gestion des savoirs, apprentissages et innovations

Sigles et acronymes

AcSSA	Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire au Niger
ADL	Agent de Développement Local
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APD	Avant-Projet Définitif
APS	Avant-Projet Sommaire
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger
ARSM	Autorité de Régulation du Secteur de la Microfinance
BIA	Boutique d'Intrants Agricoles
BIZ	Boutique d'Intrants Zootechniques
CDAP	Commission Départementale d'Approbation des MP
CEP	Champ-Ecole Paysan
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
COFO	Commission Foncière
COFOB	Commission Foncière de Base
COFODEP	Commission Foncière Départementale
COFOCOM	Commission Foncière Communale
COGES	Comité de Gestion
CPS	Centre de Prestation de Service
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRC	Cellule Régionale de Coordination
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DEP	Direction des Etudes et Programmes
DDE	Direction Départementale de l'Environnement
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DGMP	Direction Générale des Marchés Publics
DGRR	Direction Générale des Routes Rurales
DIPE	Démonstration d'Initiative Paysanne en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRP/AT/DC	Direction Régionale du Plan/Aménagement du Territoire/Développement Communautaire
DRSP	Direction Régionale de la Santé Publique
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FAO	Food and Agriculture Organisation
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
Fonds 3I	Fonds pour les Investissements, Initiatives et Innovations
GACAP	Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan
GATE	Groupe d'Assistance Technique et Etudes
GDT	Gestion Durable de Terres
GFS	Grenier Féminin de Soudure
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IARBIC	Intensification de l'Agriculture par les Boutiques d'Intrants Coopératives
IEC	Information, Education, Communication
IR	Instances Rurales
IRAM	Institut de Recherches Appliquées aux Méthodes
I3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
JH	Jeune homme
LASDEL	Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local
MAG	Ministère de l'Agriculture
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	<i>Mata Masu Dubara</i> (Femmes ingénieuses)
MP	Microprojet
MP/AT/DC	Ministère du Plan/Aménagement du Territoire/Développement Communautaire

OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OP	Organisation Paysanne
PAC2	Programme d'Actions Communautaires phase 2
PADMIF	Programme d'appui au développement de la micro finance
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PANA	Plan d'Action National pour l'Adaptation
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PDC	Plan de Développement Communal
PIP	Programme d'investissement prioritaire
PNF	Programme au Niger du FIDA
PPI	Projet Petite Irrigation
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRODEX	Projet de Développement des Exportations des Produits Agro-Sylvo-Pastoraux du Niger
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAF	Responsable Administratif et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RPM	Responsable Passation des Marchés
SAF	Service Administratif et Financier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage
SDEA/FJ	Stratégie de Développement Equitable et d'Autonomisation des Femmes et des Jeunes
S&E	Suivi et Evaluation
SFD	Services Financiers Décentralisés
SIG	Système d'Information Géographique
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TdR	Termes de Référence
TMZ	Tahoua, Maradi, Zinder
UCGP	Unité de Coordination et de Gestion du Projet
USD	Dollars (Etats-Unis)

A. Introduction¹

1. Du 4 au 22 avril 2016, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger ont procédé à la première mission de supervision conjointe du Programme. L'objectif général de la mission était d'appuyer les équipes des Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP) dans la gestion efficace et efficiente du Programme. De manière spécifique, la mission devait: i) évaluer la performance globale des approches adoptées; ii) mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs assignés et leur pertinence par rapports aux politiques publiques de développement du Pays; iii) assurer la poursuite efficace des activités techniques et financières (mise en œuvre et bilan du Plan de Travail et Budget Annuel 2015-2016); iv) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées; v) faire une analyse globale du Programme sous les angles du montage institutionnel et du fonctionnement; vi) évaluer l'état de la mise en œuvre des recommandations des revues à mi-parcours du PASADEM et du PPI Ruwanmu et formuler des propositions pertinentes pour la poursuite du ProDAF.

2. A Niamey, la mission a été reçue par Monsieur Albadé Abouba, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, et a rencontré M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture (MAG), M. Ouendeba Botorou, Haut-Commissaire à l'Initiative 3N et M. Souley Seyni, Secrétaire Général/Pi du RECA. Elle a tenu des séances de travail avec la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et les trois URGPs pour faire le point sur l'état d'avancement global de la mise en œuvre du programme au niveau des trois régions, notamment l'exécution du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2015- 2016 du ProDAF avec l'ensemble de ses guichets. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de Tahoua, Zinder et Maradi où elle a rencontré les **Secrétaires Généraux** des Régions de **Tahoua et de Zinder et le Gouverneur de Maradi** et visité des réalisations du PASADEM et du PPI Ruwanmu et certains sites confirmés ou potentiels d'intervention du ProDAF dans les pôles de développement économiques (PDE) de Badaguichiri et de Sabon Guida (Tahoua); de Bandé, Doungou et Mirriah (Zinder); et de Djirataoua, Sabon Machi, Guidan Roudmji et Tessaoua (Maradi). Au cours de toutes ces visites, la mission a eu des échanges fructueux avec les maires et les bénéficiaires des interventions du FIDA au Niger.

3. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail spécifiques avec les équipes des URGPs, avec la présence des représentants du Conseil Régional, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des Coordinations régionales de l'i3N, des Secrétaires permanents régionaux du Code Rural, des projets intervenant dans les régions, des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) et des partenaires d'exécution (Groupements de Services Conseils/GSC, ONG, Groupements d'Appui Conseil Agricole Paysan/GACAP). Ces séances étaient destinées à faire le point sur les niveaux d'exécution physique et sur les réalisations financières du Programme. Elles visaient également à échanger sur les difficultés techniques et organisationnelles rencontrées par les équipes en vue d'aider à dégager les solutions les plus pertinentes permettant d'atteindre les résultats escomptés. Après les visites de terrain, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations le 15 avril 2016 à Maradi au cours d'une réunion regroupant les équipes des URGPs et de la CENAT.

4. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 22 avril 2016 à Niamey au cours d'une réunion de restitution présidée par M. Yakoubou Mahaman Sani, Directeur Général des Investissements du Ministère du Plan, et regroupant les représentants des ministères concernés, les responsables des trois URGPs (Tahoua, Maradi et Zinder) et de la CENAT ainsi que les partenaires techniques et financiers.

5. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, aux équipes du ProDAF et à leurs partenaires, aux autorités locales et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

¹

Composition de la mission: l'équipe FIDA était composée de: M. Oury Diallo, agronome, Chef de mission, M. Kadre Kadei, CPO/FIDA, M. Thierry Lassalle, expert en développement des marchés de demi-gros, M. Papa Alioune Mbaye, expert en gestion fiduciaire, Dr Martha Populin (Mme), experte en genre et ciblage, M. Marius Sanon, expert en infrastructures rurales et M. Remy Sourdois, expert en finance rurale. La partie gouvernementale était composée de: M. Doulaye Ali, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP, M. Harouna Niandou Abdel Aziz, DEP/ME/SU/DD, M. Lemane Ibrahim, HCl3N, Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL, M. Ousseini Halidou, DEP/MAG/EL, M. Zibo Issa, DGA/MAG/EL, M. Paulino Isidoro Ramirez, Chargé des projets OTC/AECID Niger, a participé à la visite de terrain de la mission à Maradi le 13 avril 2016. L'équipe du Programme participant à la mission était composée de: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP, M. Guéro Chaibou, ATNS/IP, M. Chaibou Magagi, ATN/CF, M. Saley Sadikou, ATN/SE, M. Issa Saadou, ATN/PR, M. Ousmane Traoré, ATN/FR et M. Maman Moustapha, ATN/S pour la CENAT; et de M. Sourmaila Abdoulaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, M. Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, M. Aboubacar Ousmane Gogé, Coordonnateur/URGP/Tahoua et M. Gourgoudou Hadi Abdoulhassan, contrôleur de gestion interne des trois URGPs. Mme Bachard Nana Hadiza, ATN/ACF, a rejoint la mission à l'étape de Maradi.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du PPI- *Ruwanmu*

6. L'objectif global du PPI *Ruwanmu* est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son objectif de développement est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans les 30 communes identifiées. Le projet est structuré en trois composantes: (i) Composante 1: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation; (ii) Composante 2: Développement d'infrastructures économiques; et (iii) Composante 3: Coordination et gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique.

7. Le PPI *Ruwanmu* est entré en vigueur le 19 février 2013 pour une durée d'exécution de cinq ans. L'achèvement est prévu pour le 30 mars 2018 et la clôture le 30 septembre 2018. Le coût total est estimé à 25,6 millions USD, dont 18,76 millions USD du Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire, 1,7 million USD du prêt FIDA; (iii) 1 million USD du don FIDA et 4,1 millions USD du Gouvernement nigérien.

8. **Pertinence.** Le PPI *Ruwanmu* s'insère dans quatre des axes stratégiques de l'i3N (axes 1, 2, 3 et 4) et s'inscrit dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'i3N constitue le troisième axe. De même, il contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable. Il participe également à la stratégie nationale de prévention de la malnutrition et il est entièrement en phase avec la Stratégie de la Petite Irrigation au Niger (SPIN) approuvée en avril 2015 par le gouvernement.

9. **Efficacité.** L'avènement du ProDAF effectif depuis septembre 2015 a introduit des changements et une évolution dans le mode de gestion du Programme FIDA au Niger. Le PPI *Ruwanmu* et le PASADEM sont désormais coordonnés et gérés par les instances et structures du ProDAF. Cette organisation a induit une grande efficacité qui a été bien appréciée par la mission.

10. Le Projet est dans sa quatrième année de mise en œuvre au cours de laquelle les activités prévues au titre du PTBA 2016 sont budgétisées à hauteur de 1 061 428 000 FCFA, ce qui représente 7% du montant global du PTBA 2016 du ProDAF. Il faut également rappeler qu'au cours des trois premières années d'exécution du PPI *Ruwanmu*, les taux d'exécution du budget sont respectivement de 49% en 2013 (année de démarrage), 95% en 2014 et 94% en 2015.

11. **Efficience, effets et impacts.** Le PPI *Ruwanmu* a engrangé de nombreux effets et débuts d'impact relevés dans les 3 régions. Des éléments positifs liés à l'efficience et aux effets ont été notés par la mission de revue à mi-parcours d'octobre-décembre 2015. La présente mission de supervision reconduit in extenso l'appréciation formulée lors de cette revue.

C. Produits et effets

Construction/réhabilitation de pistes

12. L'analyse des produits et effets du PPI *Ruwanmu* au titre du PTBA 2015-2016 se fera dans le cadre de la programmation générale ProDAF dont il est désormais partie constitutive. Le PPI *Ruwanmu* est particulièrement intégré au ProDAF notamment à travers l'AS10. Les activités programmées ou celles reconduites de l'exercice précédent visent à désenclaver les bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et centres de commercialisation (MDG et plateformes) à travers la construction et/ ou la réhabilitation de pistes rurales au sein des PDE.

13. Sur la période sous revue, les activités réalisées au cours du premier trimestre 2016 concernent essentiellement la poursuite du processus de réception définitive des ouvrages de petite irrigation réalisés au cours des années 2014 et 2015, le financement de la petite irrigation à travers le mécanisme du financement à coût partagé, la poursuite de la construction des pistes dans la région de Zinder et la conduite de l'audit de l'exercice 2015. Le taux d'exécution physique est à 20%.

14. En ce qui concerne la construction et réhabilitation des 3 tronçons de pistes PPI (principale activité du PPI en 2016) totalisant 123,19 km dans la région de Zinder, le niveau d'avancement des travaux par rapport aux délais est faible. Le PUSADER+ est quant à lui dans sa deuxième et dernière année de mise en œuvre. A ce niveau, c'est essentiellement un linéaire de 108,44 km de pistes rurales qui est en cours de réalisation à travers cinq lots dont quatre à Maradi et un à Tahoua. Les cinq entreprises en charge des travaux ont commencé avec des niveaux d'avancement présentant des écarts entre le taux d'avancement physique et le taux de consommation des délais variant de 2 à 8%.

15. Les travaux des pistes répartis en trois (03) lots du PPI connaissent d'importants retards. Conformément à la recommandation de la mission de revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu et suite à la demande des entreprises, les délais contractuels ont été prolongés de trois mois ce qui devrait permettre d'achever les travaux. Les taux actuels d'avancement des travaux sont de:

- Lot 1 (Guidiguir-Gassafa): avancement de 59% avec un délai prolongé consommé à 110%,
- Lot 2 (Bandé-Edo-Baban Ruwa): avancement de 61% avec un délai consommé à 103%,
- Lot 3 (Matameye-Doungou-Majéma): avancement de 60,4% avec un délai prolongé consommé à 109%.

16. Les travaux se poursuivent avec un rythme très faible sur les chantiers des lots 1 et 2 alors que celui du lot 3 est inactif depuis deux semaines au moins. La poursuite et finalisation rapide avec la qualité requise figurent parmi les grandes priorités du ProDAF et du MAGEL.

17. La mission note que le délai prolongé du cabinet de contrôle est expiré et la Direction Régionale du Génie Rural assure le suivi-contrôle des travaux depuis le 11 mars 2016 à travers une convention pour une durée de 3 mois. Une mission conduite par l'inspection générale des services du Ministère de l'Agriculture à la fin du mois de mars 2016 a recommandé, compte tenu de la situation des chantiers, les mesures suivantes: (i) adresser une deuxième mise en demeure à chaque entreprise pour insuffisance de réactivité et non-respect des recommandations formulées par les missions de supervision et (ii) étudier les conditions d'une mise en régie des chantiers pour la finalisation des travaux.

18. La mission, note avec satisfaction que les lettres de deuxième mise en demeure ont été signées par M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage le 21 avril 2016 et délivrées aux trois (03) entreprises défaillantes avec copie à leurs banques. Toutefois, après analyse de la situation, la mission recommande: (i) l'organisation d'une rencontre de travail entre l'IGS/MAG-EL, la CENAT, l'URGP de Zinder, les premiers responsables des entreprises accompagnés de leurs directeurs des travaux, la DGGR et la DRGR de Zinder pour discuter d'une nouvelle organisation des travaux rendue nécessaire par les lettres de mise en demeure.

19. Le cas de la piste du lot 3 est plus critique compte tenu des constats faits sur le chantier par la mission (arrêt unilatéral non justifiée du chantier, retrait des camions du chantier sans en aviser l'URGP). La mission recommande à l'URGP d'engager les échanges avec les services techniques (Génie Rural et Equipement) en vue de trouver des solutions pour un achèvement des travaux dès que les conditions règlementaires d'une résiliation seront remplies (atteinte du délai maximum d'application des pénalités de retard par exemple).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser une rencontre de travail entre l'IGS/MAG-EL, la CENAT, l'URGP de Zinder, les premiers responsables des entreprises accompagnées de leurs directeurs des travaux, la DGGR et la DRGR de Zinder	IGS / URG P Zinder / ATN pistes / DGGR	immédiat
Prendre les dispositions pour une mise en régie du chantier du lot 3 (constat de l'arrêt unilatérale des travaux, évaluation des travaux restants, évaluation des besoins, etc.)	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR / Ministère de l'Equipement	fin juin 2016

20. Etant donné le poids des premiers responsables des PME en charge des travaux dans les prises de décisions qui ont des impacts directs sur la vie des chantiers, la mission a recommandé que les URG P prennent des dispositions afin d'assurer la présence des premiers responsables des structures (entreprises, bureaux d'études et de contrôle) sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions pour assurer la présence effective des premiers responsables des entreprises sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision	Coordonnateurs URG P	permanent

Petite irrigation

21. Pour le cas spécifique du financement de la petite irrigation sur le guichet PPI Ruwanmu, le processus a été engagé à travers une convention signée le 11 février 2016 entre la BAGRI et le ProDAF avec comme objectif de financer 720 kits d'irrigation (forage, motopompe, réseau californien) au profit de 1 440 promoteurs pour aménager et mettre en valeur 360 ha. Le financement total de 270 000 000 F CFA proviendra des promoteurs à hauteur de 13 500 000 F CFA soit 10%, 162 000 000 F CFA de la BAGRI sous forme de crédit soit 60% et 94 500 000 F CFA du ProDAF sous forme de subvention soit 35%. Dans le cadre de cette convention pilote axée sur la petite irrigation, des actions importantes ont été menées pour la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme. Il s'agit notamment des conventions signées avec les CRA au niveau des 3 régions pour prendre en charge les aspects liés aux actions d'information / sensibilisation et de formation / conseil des producteurs et les missions de partage du contenu de la convention et des modalités d'accès à la subvention. A ce jour la BAGRI a instruit 5 dossiers au niveau de l'agence de Zinder, sur les deux autres régions quelques demandes non instruites à ce jour ont été reçues par la BAGRI.

22. Conformément à la recommandation de la RMP du PPI Ruwanmu, une étude de réévaluation des superficies irriguées a été conduite par le projet; une évolution de 10% est constatée sur la cible en petite irrigation.

Analyse des besoins en renforcement des capacités des prestataires de services (pistes)

23. Les entreprises et les cabinets d'études et de contrôle sont des acteurs fondamentaux dans la mise en œuvre des activités du projet. Les expériences récentes des projets sur financement du FIDA ont révélé des difficultés et des lacunes de ces acteurs ce qui a des conséquences négatives sur les délais de réalisation des prestations ainsi que la qualité des ouvrages. Il est apparu important de travailler à détecter les niveaux de difficultés chez les prestataires et à les aplanir.

24. Au titre du PTBA 2015-2016, il est prévu sur financement du guichet ProDAF/FIDA de contribuer à améliorer les performances des entreprises et des cabinets d'études et de contrôle en renforçant leurs capacités à travers un atelier d'échanges et de formation sur la qualité. Cette activité qui sera pilotée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage avec l'appui de la CENAT consistera à: (i) conduire un audit des entreprises et bureaux d'études et de contrôle identifiés à partir des listes de participation aux appels d'offres et appels à manifestation d'intérêt lancés en 2015 dans les domaines des BTP/H et la collecte d'informations à partir de la documentation existante sur les contrats, (ii) tenir un atelier de mise à niveau et de renforcement des capacités des PME et bureaux d'études et de contrôle.

Infrastructures commerciales: Marchés de demi-gros et plateforme de commercialisation

25. L'importance du choix des sites est une des décisions stratégiques les plus conséquente vers laquelle est tendue toute l'ingénierie sociale stratégique par l'implication de toutes les parties prenantes: opérateurs économiques et mairies du côté des usagers, cabinet conseil et équipe d'ingénierie civile (Ruwanmu/ProDAF et STD). Le choix final doit faire l'objet d'échanges intenses sur site entre les instances décisives de chaque partie. La mission a observé que cette décision est quelquefois laissée à des missions techniques qui, seules, n'ont pas tous les éléments en main, notamment économiques et financiers pour juger de l'efficacité de l'investissement. Les comités de construction sélectionnés par les Hadin² Gwiwa sont l'interface entre l'ingénierie civile (cabinet conseil, puis entreprises durant les réunions de sites) et les opérateurs économiques, futurs usagers et gestionnaires du marché. Leur implication/consultation est cruciale afin que puisse s'exercer la pression sociale et l'appropriation attendues de leur implication.

26. Le ProDAF effectue un suivi contrôle de la mise en œuvre de ses activités dans les PDE au travers de 3 voies distinctes:

²

Le cadre de concertation « Hadin Gwiwa » n'est pas une organisation (coopérative, association etc.), c'est plutôt, un espace d'échanges, de concertation et d'information pour les différents groupes d'acteurs du marché. C'est un espace de dialogue permanent sur des sujets d'intérêts communs à l'image des infrastructures des marchés prévues dans le cadre du PASADEM en appui aux pôles de développement économique. Le Hadin Gwiwa est un cadre de concertation ouvert qui réunit différents groupes d'acteurs et qui peut constituer un interlocuteur privilégié des autorités locales pour toute question qui porte sur le développement local. Il doit être un espace pragmatique, dynamique, ouvert, inclusif mais où chacun ne peut y puiser que de l'information: les décisions, elles, ne se prennent qu'au sein des groupes organisés, responsables tant devant leurs membres que devant la société. Les acteurs du Hadin Gwiwa sont entre autres les commerçants (grossistes, collecteurs/intermédiaires, détaillants), les restaurateurs ou restauratrices, les dockers, les transporteurs, les producteurs/trices et leurs organisations qui sont sur les marchés, les transformatrices, bref tous les acteurs ou groupes d'acteurs qui font des transactions économiques dans ou autour d'un Marché. Les autorités communales et la chefferie traditionnelle participent également à l'animation de ce cadre.

- (i) administrative: avec les mairies,
- (ii) technique: avec les bureaux de contrôle et les STD,
- (iii) sociale et professionnelle: avec la SCOR représentée par le *Hadin Gwiwa*, les OP, les AUE.

27. La qualité de cette dernière voie est particulièrement importante lors des chantiers afin que le suivi "citoyen" sur site effectué par le comité mis en place par le HG soit en mesure de communiquer avec le ProDAF s'il le souhaite. Ce qui peut se matérialiser par des échanges de numéro de téléphone entre responsable d'activité structurante et leader SCOR afin d'avoir une possibilité de contact direct.

28. La formation du comité de construction du marché est essentielle. Ce comité représente le troisième pilier sur lequel s'appuie le ProDAF pour intervenir sur un site en terme d'infrastructure. Sur le PDE de Doungou (Zinder), un comité de 10 personnes a été constitué pour suivre la construction. Ce comité comprend un représentant de la mairie, un représentant des autorités traditionnelles et un représentant des services techniques. Ce comité semble un peu « lourd » pour être effectif. Il faudrait surtout préciser le statut des « membres institutionnels » de ce comité. Il est suggéré qu'il soit membre à titre d'observateur. D'une manière général, 4-5 membre sont suffisant pour qu'un tel comité soit effectif.

29. Concernant les 7 sites de MDG/PFC identifiés par le Ruwanmu et qui vont être repris par OFID/ProDAF (Maradi: Gourgia; Tahoua: Dogueraoua, Kehe, Sabon Machi; Zinder: Bandé, Doungou, Guidimouni), avant de finaliser les DAO, il est nécessaire que les instances de décision (tant des cabinets que des URGP) fassent une reconnaissance spécifique sur site des besoins de terrassement afin d'affiner l'efficacité de l'investissement en impliquant les mairies et les *Hadin gwiwa*. Au vu de sa localisation, la PFC du site d'Awilikiss, initialement prévue sur financement OFID/ProDAF est rattaché au PDE de Badaguichiri au sein duquel le marché draine déjà les productions agricoles de cette zone. La mission approuve son reclassement en centre de collecte satellite sur financement PAMIRTA (conformément au DCP prévoyant 2 centres de collecte par marché de demi-gros).

30. Parallèlement, la mission approuve la prise en compte de la réhabilitation des deux centres de collecte d'oignons de Koumassa et Koundigué, situés dans le PDE de Sabon Guidar et qui constituent des lieux d'approvisionnement cruciaux de ce marché de demi-gros d'oignons construit sur financement OFID/ProDAF. Ces décisions devront faire l'objet d'explications avec les autorités et les *Hadin Gwiwa* concernés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir un rapport détaillé cosigné par les parties prenantes de chaque site d'implantation de MDG/PFC avec leurs caractéristiques économiques et physiques spécifiques en optimisant les coûts de terrassement et évaluer le terrassement du MDG correspondant à un linéaire de piste à convertir en surface de MDG tassés	Coordinateurs URGP	15 mai 2016
Faire une évaluation de la construction des sites de collecte à Awilikiss (PDE de Badiguichiri, PAMIRTA) Koundigué et Koumassa (PDE de Sabon Guida, OFID/ProDAF)	RC2 URGP Tahoua	30 juin 2016

Gestion des infrastructures commerciales (en lien avec AS11du ProDAF)

31. Au sein de chaque PDE d'intervention actuel, un *Hadin Gwiwa* spécifique existe dès lors qu'une infrastructure économique (centre de collecte satellite, plateforme de commercialisation ou marché de demi-gros) est construite. Ces *Hadin Gwiwa* sont le fruit des collaborations initiées dans le cadre du PPI Ruwanmu, avec les CRA et le RECA. Ces structures ont besoin d'un renforcement de leurs compétences afin de pouvoir communiquer avec les toutes parties prenantes locales sur l'évolution des investissements et sur l'implication des différentes organisations de la société en milieu rural.

32. Cette ingénierie sociale stratégique sera fournie par les CRA avec lesquelles des conventions de partenariats sont ou vont être signées. Dans le cas où de nouveaux animateurs sont recrutés, il est important de consacrer les 2-3 premières semaines à leur mise à niveau en ingénierie sociale notamment par des stages hors de leur PDE d'affectation afin qu'ils apprennent des *Hadin Gwiwa* existants les processus en cours avant de rejoindre leur lieu d'affectation. Les échanges inter-CRA sont aussi fortement encouragés.

33. **ONG AcSSA-Afrique Verte.** L'ONG AcSAA-Afrique verte a été identifiée comme partenaire de mise en œuvre de l'appui aux structures de gestion des MDG/PFC sur les trois régions au vu des résultats positifs de cette collaboration avec le PASADEM. Toutefois, sur la base des leçons tirées de cette première collaboration, il est important de lier le démarrage de cette ingénierie sociale opérationnelle au début de la phase des travaux physiques sur site: les *Hadin Gwiwa* sont alors à un stade de maturité avancé et l'action d'AcSAA pour le montage puis le renforcement du GIE prend toute sa substance. Il est ainsi important de faire démarrer ces contrats en respectant les spécificités de chaque URGP (immédiat pour URGP-MI, dans un délai de 4-5 mois pour les URGP-TA et URGP-ZI).

34. **Brigade d'intervention des routes (BER).** La piste-marché est un concept qui repose sur la liaison des bassins de productions aux centres de collecte et MDG dans un milieu difficile - sable - où la maintenance permanente est cruciale. Les tronçons de pistes rurales sont construits en mettant en place des BER selon les recommandations de la politique nationale. La maturation de BER, techniquement formés aux travaux de maintenance des pistes, est en cours notamment sur les tronçons directement liés à des CCS et MDG.

35. En sus du renforcement des compétences techniques de ces brigades et de son équipement en outils de base, un renforcement organisationnel des BER pour qu'ils évoluent vers une structure de type « coopérative de services cantonniers » est demandé à l'ONG AcSSA. Cette structure sera (ou dans certains cas est déjà) membre du *Hadin Gwiwa*. Un contrat « piste-marché » liant cette structure d'entretien des pistes à celles gérant les marchés devrait permettre à cette structure d'avoir une seconde source de financement en sus des dotations allouées aux directions de l'équipement par la CAFER pour l'entretien de certains réseaux secondaires sur lesquels ils interviennent.

36. Les livrables suivants ont été débattus avec l'ONG AcSSA

Structures et dispositifs viables d'entretien des pistes-marchés	Commentaires
<i>PV de création d'une structure professionnelle (coopérative de cantonniers) sur la base des BER existants, membres de HG, en informant la mairie</i>	Ce premier livrable correspond au renforcement organisationnel des BER afin qu'elles s'organisent, à l'échelle d'un tronçon en une organisation reconnue des parties prenantes locales
<i>Contrat « piste-marché » entre coop BER et structures de gestion des MDG/CCS comportant un plan d'affaires viable (lié aux revenus MDG/CCS) copié à la mairie</i>	Ce second livrable correspond à l'aboutissement opérationnel de l'organisation créée dont le mode d'implication sur les marchés ou centres de collecte fait l'objet d'un contrat reconnu en mairie
<i>Résultats financiers de la période (tels que présentés à la mairie)</i>	Ce troisième livrable correspond à l'activité effective de l'organisation sur l'année qui montrera son volume d'activité et la répartition des gains

37. **Mise en place du Système de Suivi-Evaluation (SSE).** Le SSE du PASADEM, conformément au Document de conception du Projet (DCP), a été mis en place de concert avec tous les acteurs impliqués et tient compte des principes et outils de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et du Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI) spécifique au FIDA. Il a été articulé autour de 5 niveaux inter reliés: (i) Organisations Paysannes (OP) et Instances Rurales (IR) chargées de la mise en œuvre et du suivi-évaluation à la base; (ii) Partenaires d'appuis et autorités pour l'accompagnement des communautés; (iii) Communes en termes de maîtrise d'ouvrage; (iv) Unité de Coordination et de Gestion du Projet (coordination et développement des partenariats) et (v) Superviseurs incluant le Comité de pilotage, les bailleurs de fonds, le Ministère de tutelle et les autres ministères impliquées par rapport à l'appui/contrôle et la diffusion des expériences.

38. Le ProDAF, entré en vigueur en septembre 2015 intègre sur le plan opérationnel, les projets PASADEM et PPI Ruwanmu notamment en ce qui concerne le système de suivi-évaluation. Tout le Programme est désormais régi par un seul et unique manuel de S&E qui permet toutefois de renseigner certaines spécificités des cadres logiques respectifs (cf. rapport de supervision du ProDAF).

D. Aspects fiduciaires

39. **Gestion financière.** Avec l'avènement du ProDAF, l'organisation mise en place au sein du PPI Ruwanmu, a été revue avec une équipe restreinte qui a entre autres responsabilité la gestion du guichet PUSADER +. Ces activités tournent autour de la gestion des contrats des pistes en cours et de la petite irrigation. Le PTBA de 2016 est arrêté à 1 061 427 733 FCFA, repose essentiellement sur les engagements encours. Il a été exécuté à hauteur de 18%. Les projections financières au 31 12 2016 confirment que les fonds disponibles sur le FFE et le Prêt FIDA, permettent à peine de faire face aux engagements sur les contrats encours des pistes et libérer les retenues de garanties. Toutes les autres dépenses de fonctionnement, d'audit des comptes 2016 et l'achèvement du projet devront être reportées sur la contrepartie ou éventuellement sur le ProDAF.

40. **Décaissements.** Au 31 mars 2016 le taux de décaissement est de 99% pour le Don, 87,49% pour le Prêt et 93,17% pour le Fond Fiduciaire Espagnol. La contribution de l'état mobilisée sous forme de taxes avec un taux d'exécution global de 38%. Sur le guichet OFID le taux de décaissement est de 20,73%. En raison du caractère imminent de la clôture de PUSADER+ prévue en décembre 2016, une attention particulière est à noter sur le suivi strict du chronogramme d'exécution des travaux d'infrastructure.

41. **Fonds de contrepartie.** Pour les fonds de contrepartie, à part la programmation des impôts et taxes, il n'y a pas eu d'inscription budgétaire sur le PPI, suite à la requête pour accorder à titre exceptionnelle d'un montant de 500 millions de FCA pour financer les activités de la petite irrigation mais aussi l'achèvement. Ces les inscriptions au titre des fonds en numéraires, n'ont pas été mobilisées. La mission recommande aux différents projets de formuler une requête à travers le Ministère de Tutelle, aux fins d'inscriptions de la Contrepartie au Collectif budgétaire prochain.

42. **Situation de Trésorerie.** Le PPI a élaboré un total de 43 DRF qui ont transmises et payées. L'avance initiale de 1 200 000 000 FCFA a été recouvrée à hauteur de 676 413 290 FCFA, soit 45%. Au vue de la nature des engagements, l'avance sera entièrement recouvrée sur les derniers paiements de décomptes des pistes qui ont pris beaucoup de retard dans les délais d'exécution.

43. **Respect des accords de prêt.** Les dispositions des accords de prêt sont respectées.

44. **Passation des marchés.** Il n'a pas été noté de nouvelles procédures de passation de marchés. Seuls les engagements anciens relatifs aux marchés de pistes, de construction des bases vie sont gérés.

45. **Audit.** Le rapport provisoire de l'audit des comptes pour l'exercice 2015 a été réalisé dans les délais. La version provisoire du rapport qui a été déposée à la CNC à Niamey, il est en cours de validation.

46. **Projection financière au 31 décembre 2016.** Les réalisations financières cumulées au 31 mars 2016 du PPI s'élèvent à 9 677 468 735FCFA avec un montant total d'engagements à liquider en 2016, de 925 566 868 FCFA représentant essentiellement les reliquats des marchés de construction des pistes et divers montants relatifs aux retenues de garanties sur les forages et puits. L'apurement de ces engagements portera le total des réalisations au 31 décembre 2016 à 100% des financements. En conséquence, avec l'épuisement des fonds, aucune autre nouvelle dépense, ne peut être engagée.

47. **Gestion strict du PGES:** dans la situation des engagements présentée par le PPI Ruwanmu, il a été tenu compte du solde non utilisé de la provision sur le plan de gestion environnemental PGES des trois marchés de construction des pistes. Pour rappel les contrats signés avec les trois entreprises pour un montant global de 2 273 170 450 FCFA comprenaient une provision de 246 360 000FCFA au titre du PGES. Le PPI se réserve la latitude d'exécuter ces travaux chaque fois que de besoin. Conformément au PV de négociation intervenue le 23 janvier 2015 entre les entreprises et le maître d'ouvrage délégué. Les différentes parties ont convenu et accepté que le montant inscrit à la ligne E4 du DAO revienne de droit au projet et est destiné aux travaux connexes de mitigation environnementale et sociale fixé au cout unitaire forfaitaire de 2 000 000FCFA par km réalisé. Suite à l'évaluation du Bureau d'évaluation et d'étude d'impact environnemental (BEEI), le coût du PGS a été revu et arrêté à un montant de 100 718 500FCFA contre 246 360 000FCFA au titre de la provision prévue par le DAO et contenu dans les différents contrats signés, soit un excédent de trésorerie de 145 641 500FCFA par rapport à la provision. Les différentes situations élaborées par le PPI, prennent en compte cet excédent. En conséquence, le PPI devra faire un suivi strict du PGES conforme à l'évaluation du BEEI. Un

dépassement de cette enveloppe pourrait exposer le PPI à des difficultés pour honorer une partie engagements encours.

E. Date d'achèvement du Projet

48. Selon les accords de financement, la date d'achèvement du PPI Ruwanmu est prévue le 30 juin 2018. Cependant, étant donné la bonne performance en terme de décaissement (88.57%) et d'exécution physique du Projet, il pourrait être envisagé d'avancer sa date d'achèvement et de clôture. Cet achèvement étant intimement lié à celui des travaux du volet pistes (date impossible à fixer pour le moment), la présente mission n'est pas à mesure de proposer une date rectifiée d'achèvement et de clôture du PPI Ruwanmu. Elle recommande que cette question soit renvoyée à la prochaine mission de supervision envisagée en octobre 2016 et d'y proposer un planning adéquat.

F. Durabilité

49. Tout comme pour le PASADEM, les éléments et facteurs de durabilité du PPI Ruwanmu sont appréciés sous les angles suivants:

50. **Durabilité sociale et institutionnelle:** la démarche d'intervention du ProDAF basée sur l'approche PDE et bâtie sur les expériences et acquis des projets PASADEM et PPI Ruwanmu favorise une responsabilisation des structures et organisations locales des producteurs qui bénéficient d'un programme conséquent de renforcement de capacités. Ces éléments constituent le socle de la durabilité institutionnelle.

51. **Durabilité financière et économique:** au regard des résultats encourageants obtenus sur le plan financier grâce aux actions financées par le PASADEM et le PPI Ruwanmu, les augmentations des revenus des groupes cibles et l'engouement des populations qui en a résulté, on peut dire que la base d'une durabilité financière est acquise. Celle-ci demande toutefois à être consolidée par les nouvelles actions et accompagnement du ProDAF.

52. La **Durabilité technique** repose entre autres sur les CEP et CEPD au sein desquels les interventions sont exécutées par un pool de formateurs et la mise à disposition du guide national en la matière. Cet indispensable volet, exécuté en partenariat avec les GSC, ONG et services techniques constitue la base à partir de laquelle les producteurs verront leurs compétences renforcées. Ces producteurs constitueront à terme, un puissant réservoir de compétences techniques à travers leur chaîne de formateurs aussi bien en matière de techniques de production agricoles qu'en matière d'ingénierie sociale et de gestion.

53. **Durabilité environnementale:** des mécanismes de sécurisation foncière et de gestion durable des sites de récupération des terres par les communautés bénéficiaires sont prévus par le Programme. Ces mécanismes sont déjà mis en œuvre au niveau des sites du PASADEM et du PPI Ruwanmu. La prise en compte des COGES et leur parfaite intégration dans les activités des AUE, la question de gardiennage des sites récupérés et les conditions de leur mise en défens reste toutefois des aspects sur lesquels les efforts sont à poursuivre.

G. Conclusion

54. Les conclusions de la mission exposées ci-après sont communes au ProDAF et aux projets PASADEM et PPI Ruwanmu.

55. La mission note que le ProDAF a rapidement démarré ses activités suite à la mise en vigueur des financements intervenue le 21 septembre 2015. Depuis, les efforts sont concentrés sur le lancement des activités de démarrage, de pré identification des sites, de contractualisation avec les partenaires, de diffusion des documents de base, etc. De l'avis de la mission, cette étape a été bien menée. Il faut toutefois noter que les taux de réalisation physique et financière du PTBA constatés au 31 mars 2016 restent relativement bas (10,24%). La mise à disposition de la première tranche du PTBA 2015-2016 qui n'est intervenue qu'en fin février 2016 explique en partie ces faibles taux de réalisation. Les responsables du Programme ont pris la mesure de la nécessité de relever rapidement ces taux et mettent à cet effet les bouchées doubles pour lancer les travaux de réalisation physique.

56. Le Programme a hérité des marchés de construction du PASADEM et du PPI Ruwanmu (pistes, infrastructures de marchés) qui connaissent des retards de réalisation. Les leçons tirées de cette expérience ont été capitalisées par le ProDAF pour améliorer les performances dans le domaine de la

passation et de l'exécution des marchés et éviter les contreperformances antérieures. Cet aspect est d'autant important qu'il est proportionnel au volume des infrastructures du ProDAF. Le plan de financement montre que les infrastructures (150 ouvrages de mobilisation des eaux, 850 km de pistes, 17 infrastructures de marché, 22 centres de collecte/maisons du paysan) représentent un peu plus de 60% du coût total du Programme (environ 60 milliards FCFA). Il est indispensable que les responsables du Programme et les autorités du ministère prennent la mesure du défi lié à cette réalisation afin que les activités prévues dans ce domaine soient exécutées dans les délais et la qualité requise.

57. La mission a par ailleurs noté que pour l'exécution du PTBA 2015-2016, le Programme fait face à une indisponibilité de ressources au niveau de certains guichets, ce qui rend difficile l'exécution harmonieuse d'activités essentielles prévues si des solutions ne sont pas trouvées. La non mobilisation en numéraire de la contrepartie nationale du Niger (500 millions FCFA pour le PPI Ruwanmu et 450 millions pour le PASADEM) approuvée lors des discussions budgétaires 2015 d'une part, et la lenteur dans le démarrage du guichet PAMIRTA d'autre part, constituent des sujets de préoccupation. Sur ces deux points, la mission souhaite un effort substantiel de mobilisation des ressources nationales et une activation rapide du guichet PAMIRTA. Pour le PAMIRTA plus précisément, elle formule trois recommandations, à savoir: (i) l'envoi aux autorités italiennes d'une lettre de relance marquant l'importance du déblocage de ce financement; (ii) l'envoi à Rome d'une délégation nigérienne pour appuyer cette demande de relance; et (iii) l'implication de l'Ambassade du Niger à Rome dans le suivi de proximité de ce dossier. Dans l'attente du déblocage du guichet PAMIRTA, la mission recommande que les dépenses identifiées dans le gap soient financées sur les ressources ProDAF/FIDA.

Etant donné la performance du Projet concernant son état de décaissement (88.57%) et d'exécution physique, la prochaine mission de supervision prévue en octobre 2016 pourra se pencher sur l'avancement ou non de la date d'achèvement du Projet et présenter un planning adéquat.

ANNEXE 1: SITUATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES PISTES - PPI/RUWANMU DANS LA REGION DE ZINDER EN DATE DU 31 MARS 2016

FICHE 1: Travaux de construction de la piste rurale Guidiguir – Gassafa (31,95 km)

Marché: N°584/14/MF/DGCMP/EF

Objet: Travaux de construction de la piste rurale Guidiguir – Gassafa (31,95 km)

Financement: FIDA/FFE/Gouvernement du Niger

Maitre d'ouvrage: Ministère de l'Agriculture

Maitre d'ouvrage délégué: PPI/RUWANMU

Maitre d'œuvre: Direction Générale du Génie Rural

Titulaire du marché: Groupement d'entreprises SGTP/ARGOURO

Montant du marché: 793 954 150 F CFA HT

Montant décaissé: 480 035 268 FCFA soit 60,46% du coût du marché

Délai révisé d'exécution: 9 mois

Mission de contrôle: Direction Régionale de Génie Rural (Zinder)

Désignation	Date de démarrage	Date révisée de réception provisoire	Taux global d'exécution physique (%)	Consommation de délai (%)	Observations
Construction de la piste rurale Guidiguir – Gassafa	12/05/2015	08/03/2016	59%	110%	<ul style="list-style-type: none"> - Débroussaillage: 100% - Plateforme: 19,400 km sur 31,95 km - Approvisionnement en latérite: 19,400 km sur 31,95 km - Radiers: 16/16 réalisés - Murettes: 100% - 2 forages réceptionnés - Arrêt du chantier lié aux pannes fréquentes des camions/engins - Faible organisation du chantier

Conclusion:

A la demande de l'entreprise et suite à une recommandation de la mission de revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu tenue du 16 au 30 /11/2015, une prolongation de 3 mois (sous forme d'avenant N°1) a été accordée à l'entreprise par rapport au délai contractuel. Passé ce délai les pénalités seront strictement appliquées conformément aux clauses du contrat.

On constate un important retard d'exécution lié aux insuffisances diverses citées ci-dessus. Néanmoins l'entreprise a renforcé l'équipe sur les ouvrages et a réalisé 16 radiers sur 16 pendant un intervalle d'un mois et demi. L'approvisionnement en latérite avance lentement à cause des pannes fréquentes des camions et engins qui sont sur le chantier.

Suite à la fin du délai contractuel du cabinet de contrôle en fin février 2016, il a été convenu de confier la suite du contrôle des travaux à la Direction Régionale du Génie Rural (DRGR) de Zinder. Ainsi la nouvelle équipe était installée le 11 Mars 2016 sur le terrain.

La mission d'inspection d'état propose au maitre d'ouvrage d'adresser une 2^{ème} lettre de mise en demeure au groupement d'entreprise SGTP/ARGOURO, titulaire de ce marché pour insuffisance de réactivité et non-respect des recommandations formulées par les missions de supervision et étudier les conditions d'une mise en régie du chantier aux frais et risques du groupement d'entreprises pour finaliser les travaux en cas de non-respect des engagements conformément à l'article 50.2 du CCAG.

FICHE 2: Travaux de construction/réhabilitation de la piste rurale Bandé – Edo- Baban Ruwa (48,54 km)

Marché: N°586/14/MF/DGCM/EF

Objet: Travaux de construction/réhabilitation de la piste rurale Bandé – Edo – Baban Ruwa (48,54 km)

Financement: FIDA/FFE/Gouvernement du Niger

Maitre d'ouvrage: Ministère de l'Agriculture

Maitre d'ouvrage délégué: PPI/RUWANMU

Maitre d'œuvre: Direction Générale du Génie Rural

Titulaire du marché: Entreprise DAR ES SALAM

Montant du marché: 929 743 750 F CFA HT

Montant décaissé: 631 836 133 FCFA soit 68% du coût du marché

Délai révisé d'exécution: 9 mois

Mission de contrôle: Direction Régionale de Génie Rural(Zinder)

Désignation	Date de démarrage	Date révisée de réception provisoire	Taux global d'exécution physique (%)	Consommation de délai (%)	Observations
Construction et réhabilitation de la piste rurale Bando – Edo- Baban Ruwa	01/06/2015	27/03/2016	61%	103%	<ul style="list-style-type: none"> - Débroussaillage: 100% - Plateforme: 32,370 km / 48,54 km - Approvisionnement en latérite: 32,120 km sur 48,54 km - Couche de roulement: 31,800 km sur 48,54 km - Signalisation en cours - Bêches raders: 40 ml - Murettes: 290 ml - Gabions: 205 m³ - Béton 300: 100 m³ - Absence parfois du personnel clef (directeur des travaux) - Arrêt du chantier lié aux pannes et manque des engins et camions sur le terrain

Conclusion:

A la demande de l'entreprise et suite à une recommandation de la mission de revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu tenue du 16 au 30 /11/2015, une prolongation de 3 mois (sous forme d'avenant N°1) a été accordée à l'entreprise par rapport au délai contractuel. Passé ce délai, les pénalités seront strictement appliquées conformément aux clauses du contrat.

On constate un important retard d'exécution lié aux insuffisances diverses citées ci-dessus. L'approvisionnement en latérite était à l'arrêt depuis le 10 janvier 2016 à cause des engins qui sont tombés en panne. Cependant l'entreprise a repris les travaux en date du 27 mars 2016 et a pris l'engagement de mettre à la disposition du chantier 15 camions pour réaliser un approvisionnement de 500 m par jour d'ici l'arrivée de la mission de supervision conjointe Niger/FIDA.

Suite à la fin du délai contractuel du cabinet de contrôle en fin février 2016, il a été convenu de confier la suite du contrôle des travaux à la Direction Régionale du Génie Rural (DRGR) de Zinder. Ainsi la nouvelle équipe était installée le 12 mars 2016 sur le terrain.

La mission d'inspection d'état propose au maitre d'ouvrage d'adresser une 2^{ème} lettre de mise en demeure à l'entreprise DAR ES SALAM, titulaire de ce marché pour insuffisance de réactivité et non-respect des recommandations formulées par les missions de supervision et étudier les conditions d'une mise en régie du chantier aux frais et risques du groupement d'entreprises pour finaliser les travaux en cas de non-respect des engagements conformément à l'article 50.2 du CCAG.

FICHE 3: Travaux de réhabilitation de la piste rurale Matameye–Doungou- Majéma (42,72 km)

Marché: N°585/14/MF/DGCMP/EF

Objet: Travaux de réhabilitation de la piste rurale Matameye–Doungou- Majéma (42,72 km)

Financement: FIDA/FFE/Gouvernement du Niger

Maitre d'ouvrage: Ministère de l'Agriculture

Maitre d'ouvrage délégué: PPI/RUWANMU

Maitre d'œuvre: Direction Générale du Génie Rural

Titulaire du marché: Entreprise MONDIAL TRANSCO

Montant du marché: 549 472 550F CFA HT

Montant décaissé: 324 281 363FCFA soit 59% du coût du marché

Délai révisé d'exécution: 9 mois

Mission de contrôle: Direction Régionale du Génie Rural

Désignation	Date de démarrage	Date révisée de réception provisoire	Taux Global d'exécution physique (%)	Consommation de délai (%)	Observations
Réhabilitation de la piste rurale Matameye – Doungou- Majéma	12/5/2015	10/03/2016	60,4%	109%	<ul style="list-style-type: none"> - Débroussaillage: 100% - Plateforme: 41,200 km sur 42,7 km - Approvisionnement en latérite: 41,200 km sur 42,72 km - Gabion: 135 m³ - Murette: 75 ml - Arrêts périodiques du chantier liés aux pannes fréquentes des camions et engins - Insuffisance d'engins et camions (manque 1 compacteur, 1 chargeuse, 1 niveleuse)

Conclusion:

A la demande de l'entreprise et suite à une recommandation de la mission de revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu tenue du 16 au 30 /11/2015, une prolongation de 3 mois (sous forme d'avenant N°1) a été accordée à l'entreprise par rapport au délai contractuel. Passé ce délai les pénalités seront strictement appliquées conformément aux clauses du contrat.

On constate un important retard d'exécution lié aux insuffisances diverses citées ci-dessus. L'approvisionnement en latérite était à l'arrêt durant 3 semaines à partir du 9 Février 2016. Cependant l'entreprise a repris les travaux en date du 3 mars 2016 mais avec des arrêts liés aux pannes des engins.

Suite à la fin du délai contractuel du cabinet de contrôle en fin février 2016, il a été convenu de confier la suite du contrôle des travaux à la Direction Régionale du Génie Rural (DRGR) de Zinder. Ainsi la nouvelle équipe était installée le 13 mars 2016 sur le terrain.

La mission d'inspection d'état propose au maitre d'ouvrage d'adresser une 2^{ème} lettre de mise en demeure à l'entreprise MONDIAL TRANSCO, titulaire de ce marché pour insuffisance de réactivité et non-respect des recommandations formulées par les missions de supervision et étudier les conditions d'une mise en régie du chantier aux frais et risques du groupement d'entreprises pour finaliser les travaux en cas de non-respect des engagements conformément à l'article 50.2 du CCAG.

ANNEXE 2: SITUATION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES CIBLES DU PROJET

Résultats 1er Niveau	Unité	Réalisation 2014	Prévision 2015	Réalisation au 31/10/2015	Taux de Réalisation au 31/10/15	Cible DCP ou révisée	Réalisé au 31/12/15	TR fin attendu fin 2015
Composante A: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation								
Connaissance du Potentiel en terre irrigable								
3 études sur le potentiel en terre réalisées et diffusées	Etude	3	3	3	100%	3	3	100%
Renforcement de réseau piézométrique								
300 piézomètres mis en place et suivis	Nbre	310	310	310	100%	300	528	170%
Traitement Bassins Versants							-	
3 300 ha de traitement Bassins Versants	Hectares	1 857,18	1 702	1 537	90%	3 300	3 394	103%
Emergence des AUE							-	
30 AUE mis en place et animées (15 anciennes+ 15 nouvelles à créer)	Nbre	15	30	17	57%	20	20	100%
Aménagement et Mise en valeur Petite irrigation								
Superficies aménagées/ consolidées en Petite irrigation	Hectares	1 669,41	1 513	1 253	83%	6 800	3 604	53%
5 000 actes fonciers établis	Nbre	3 700	1 800		0%	5 000	6 216	124%
Nbre de DMP approuvés	Nbre	180	25	68	272%	250	248	99%
Renforcement Capacité des producteurs à travers les CEPM								
1 088 CEPM mis en place et animées	Nbre	400	800	502	63%	1088	503	46%
Alphabétisation Fonctionnelle							-	
68 centres alpha fonctionnel mis en place	Nbre	36	36	36	100%	68	36	53%
17 500 JDC mis en place	Nbre	1 350	1 500	0	0%	8 750	1 350	15%
Composante B: Développement des infrastructures économiques								
Construction et réhabilitation Pistes								
Linéaire de routes construit ou réhabilité	km	0	123,18	0	0%	123	49,2	40%
30 barrières de pluies installées	Nbre	0	12	0	0%	8	-	0%
30 brigades d'entretien routier équipé	Nbre	0	30	44	147%	12	8	67%
Emergence cadre de concertation (HG)								
Nbre de HG animés	Nbre	12	12	12	100%	15	12	80%
Plate formes de commercialisation								
2 installations de commercialisation aménagées		0	0	0		2	0	0%
30 plateformes de collecte aménagées		0	0	0	-	7	0	0%
Infrastructure de bureau								
Nbre de siège construits		0	2	0	0	2	2	100%
Financement de MER								
Nbre dossiers de MER soumis en financement			6	1	17%	30	1	6%

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Projet 1646 [1100001646] Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1646 [1100001646]	No. du prêt/don DSF	1000004321, 1000004323, 1000004327
Projet	Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/04/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	30/11/ 2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	05/08/2013		

Million USD %Taux de décais.

Million Approbation	21/09/2012			Coût total	25.65	
Accord	25/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	5.0	FIDA Total	2.78	
Entrée en vigueur	19/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	1.78	87
Premier décaissement	20/03/2013			Don DSF		
Examen à mi- parcours	30/11/ 2015	Dernier amendement		Don FIDA	1.00	100
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		Financement national total	4.11	
Achèvement	31/03/2018			National Govern	4.11	37
Clôture	30/09/2018			Cofinancement total externes	18.76	
Nbre de prolongations	0			Spanish Fund	18.76	95

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	6	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	5	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes- femmes	5	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5

6. Qualité et ponctualité des audits	5		6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Petite irrigation	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Renforcement des capacités	5	5	2. Autonomisation	4	5
3. Infrastructures	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

1/ Gestion financière très satisfaisante confirmée notamment par les différentes missions de supervisions, l'audit de l'exercice 2014. Projet sélectionné pour expérimenter la méthode dite de la DRF électronique. Taux de décaissement prévisionnel du financement global estimé avec la DRF encourus à 89% au 31/03/2016 et proche de 100% à la date prévisionnelle d'achèvement (31/12/2016). Fonds requis de contrepartie sont décaissés à temps mais l'inscription additionnelle de 500 millions n'a pas été mobilisée pour les activités inscrites au PTBA 2016. Respect des clauses des accords de financement, des procédures transparentes de passation des marchés. Rapport d'audit précédents de bonne qualité et soumis dans les délais. La mission d'audit 2015 terminée et le rapport provisoire déposé. 2/ Le redéploiement des équipes dans les trois régions a nécessité un temps d'adaptation. Intégration du système de suivi Evaluation Ruwanmu dans le ProDAF. La stratégie de développement équipe et Autonomisation des femmes des jeunes est prise en compte dans la mise en œuvre des activités du projet (réduction de 50% de l'apport dans le dispositif du financement à cout partagé. 3/ Activités prévues dans le PTBA 2016 exécutées à 5% pour la Composante 22% pour la C2, et 34% pour la C3. Retards importants dans la construction des pistes; les infrastructures de commercialisation seront réalisées sur financement du guichet ProDAF/OFID à partir de septembre 2016. Les superficies de petite irrigation sont liées au nouveau code de financement à cout partagé dont la mise en œuvre n'a démarré qu'en février 2016. 4/ Les organisations appuyées par le projet (AUE, BER, COGES, etc.) continuent à être partenaires directs du ProDAF au sein des PDE. Les expériences réussies du projet ont été mise à l'échelle dans le cadre du ProDAF et les autres PTF. Mise en place et formation des BER sur les pistes PPI RUWANMU.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

A l'achèvement du projet, environ 80% des produits majeurs attendus et la plupart des effets escomptés seront réalisés. La moindre progression des superficies de petite irrigation est due à l'adoption du nouveau code de financement à coût partagé qui améliore l'accès au financement à travers les institutions financières impliquées (Bagri ...). Concernant le dépassement des délais pour pistes en chantier, le ministre de tutelle est tenu informé et apporte son soutien pour les mesures à prendre.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Les objectifs du développement sont repris dans le cadre du ProDAF. Les 2500 hectares de petite irrigation sont repris sur le ProDAF, financement Etat du Niger.

C.6

Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le risque actuel est la non disponibilité de la contribution de l'Etat pour le financement des superficies en petite irrigation à couts partagés. A noter le risque sur la disponibilité de fonds pour exécuter le PTBA 2016 et l'achèvement du projet. Le retard des chantiers de pistes peut engendrer des dépenses supplémentaires.
Avancement de l'exécution du projet	
Produits et réalisations	Les institutions financières n'arrivent pas à développer une offre de financement attractive et les producteurs ne sollicitent pas suffisamment le mécanisme de financement.
Durabilité	Le nouveau code de financement à cout partagé devrait assurer la durabilité économique des investissements réalisés.. Les structures à la base mises en place avec l'appui du projet (AUE, BER, COGES, etc.) sont encore fragiles et nécessitent un renforcement des capacités dans le cadre du ProDAF pour jouer pleinement leur rôle de pérenniser les investissements réalisés.

Suivi proposé

Question/ problème	Mesure recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Le taux de réalisation de l'objectif du projet en PI est encore relativement faible	Mobiliser les fonds de de l'Etat pour atteindre environ 70% de l'objectif du projet	2016	Le ministère de tutelle s'engage à intercéder auprès du ministère des finances pour le déblocage (500 millions FCFA) au titre de la contribution de l'Etat
Connaissance insuffisante des superficies effectivement aménagées en PI	Evaluer les superficies réellement aménagées et mises en valeur	Mars 2016	Les résultats provisoires de la réévaluation de superficies mises en valeur ont donné un augmentation de 10%, ce qui parait pe significatif
Revue de la stratégie de mise en œuvre des JDC dans le cadre du ProDAF	Réaliser une étude approfondie sur les effets générés par les JDC mis en place par le projet et d'autres PTF	Juillet 2016	Préparation des TDR
Retards enregistrés dans le financement des MER	Accélérer l'opérationnalisation du mécanisme de financement à coût partagé pour le financement des MER/PME	Janvier 2016	Une PME identifiée a été financée (43% SINERGI et 57% Bagri) L'échelle d'intervention de SINERGI est supérieure aux besoins d'investissement des cibles Ruwanmu
Mauvaises performances des entreprises de construction/réhabilitation des pistes	Procédure des mises en demeure pour les 3 lots	Juin 2016	En cours de signature au niveau du ministre de tutelle
Absence d'une personne ressource en communication	Recruter le Chargé de communication du ProDAF	Janvier 2016	En cours de recrutement par l'UGRP/ Maradi c ProDAF

Observations supplémentaires

La prochaine supervision des activités financées sur le guichet PPI Ruwanmu s'effectuera dans le cadre de la seconde mission de supervision du ProDAF prévue en octobre 2016.

Appendice 2: Cadre logique actualisé au 31/03/2016

Résultats	Indicateurs		Valeurs de référence	Valeurs Cible DCP	Valeurs cibles révisées	Cumul au 31/10/2015		Cumul au 31/03/2016		TR après exécution PTBA 2016	Observations
						Réalisé	Taux de réalisation	Réalisé	Taux de réalisat.		
But: Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées*o+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe)	-Taux de malnutrition chronique	Global =46 % Fille = 44% G arçon=48 %	< 46%	< 46%	45,5%	100%				Les données mentionnées proviennent de l'Enquête Smart 2015 MSP/INS/UNICEF / PAM/HKI/CRF Fewsnet
		-Taux de malnutrition Aigue	Global =19 % Fille=17% Garçon=21%	< 19%	< 19%	14,8%	100%				
		-Insuffisance pondérale	Global=40% Fille=38% Garçon=42%	< 40%	< 40%						
	Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés *		nd	nd							Renseigné par l'enquête SYGRI qui n'est conduite qu'à l'achèvement du projet
	Proportion des ménages ciblés ayant amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)*d	-Proportion de ménages touchés ayant amélioré leur sécurité alimentaire	0	80%	80%		47,75%		47,75%		
-Nombre de mois de la période de soudure		6,6 mois	<= 5,6 mois	<= 5,6 mois	4	277%	4	277%		La mise en œuvre des activités du projet a permis de réduire de plus deux mois la période de soudure	
Objectif de développement: Augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Proportion des ménages ciblés ayant augmenté de 50% leur revenu	-Proportion de ménages ciblés ayant augmenté leur revenu	0%	70%	70%	66%	95,23%	66%	95,23%		
		-Valeur des revenus du ménage (FCFA)	Maradi	391 722	587 583	587 583	492 650	83,84%	492 650	83,84%	
			Tahoua	493 521	740 281,5	740 281,5	1 577 157	213,05%	1 577 157	213,05%	Le taux s'explique par la forte valeur marchande de l'oignon qui est la principale spéculation de la région
			Zinder	303 860	455 790	455 790	454 270	99,67%	454 270	99,67%	
	Nombre de ménages ayant bénéficié des		0	65 000	65 000	44 471	68%	44 471	68%	77%	Le nbre de bénéficiaires

Résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cible DCP	Valeurs cibles révisées	Cumul au 31/10/2015		Cumul au 31/03/2016		TR après exécution PTBA 2016	Observations
					Réalisé	Taux de réalisation	Réalisé	Taux de réalisat.		
	services du projet*									va s'accroître avec les nouveaux de 2016 (Pistes, PI)
	Proportion des personnes formées (en alphabétisation) sachant lire et écrire*+ (70% de la cible qui est de 3400, soit 2380 de personnes sachant lire et écrire)	0%	70%	70%	1113	48%	1113	48%	81%	Au moins les redoublants de la première campagne s'ajouteront au nbre actuel pour améliorer le taux en 2016

Effet escompté1:	Efficacité:											
La productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées	80% des recommandations issues des rapports de suivi piézométriques sont mises en œuvre			0%	0%	80%						
	Superficies de terre améliorées (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau (ha)*			0	3 300	3 300	2 682	81%	3394,55	103%	Le partenariat avec le PAM a permis de dépasser légèrement la cible	
	% producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement*+ d'au moins 20% en moyenne	-Proportion de producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement Rendements moyens des principales cultures maraichères		0%	60%	60%	47,1%	69,5%	47,1%	69,5%	L'achèvement du projet mission	
				Oignon:	25,7 T/ha	30,8 T/ha	30,8 T/ha	39T/ha	126,66%	39T/ha	126,66%	
				Chou:	22 T/ha	26,5 T/ha	26,5 T/ha	14T/ha				Les données collectées sur le chou étaient insuffisantes et erronées
				Tomate:	14,75 T/ha	17,7 T/ha	17,7 T/ha	34 T/ha	192,09%	34 T/ha	192,09%	
	Durabilité: (après 3 ans) % des infrastructures en service (puits, forages)*			0	90%	90%					Actuellement toutes les AUE sont fonctionnelles et seront consolidées par le ProDAF	
	% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (20 AUE)*			0	90%	90%	100%	+ 100%	100%	+100%		100%
% des 9 entreprises en activité (PME)*			0	80%	80%	0%	0%	0%	0%	11%		Actuellement aucune PME financé. Une seule pourra être

										financée e 2016 par SINERGI
	Nombre de CRA publiant des lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 événements annuels (foires, échanges, forum paysan régional)	0	3	3	3	100%	3	100%	100%	
Produit attendu 1.1: La gestion durable des ressources hydriques et foncières est améliorée sur les 1 800 ha déjà aménagés et les 5 035 ha nouveaux	Nombre d'études sur le potentiel irrigable dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder	0	1	3	3	100%	3	100%	100%	
	Nombre de piézomètres mis en place	nd	300	300	310	103%		103%		
	Nombre de rapports de suivi piézométrique produits	nd	0	9	3	33%	6	67%	67%	
	Nombre de groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés* (AUE)	0	30	20	17	85%	20	100%	100%	
	% des groupes de gestion des ressources naturelles avec au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction*	0	30	20	17	85%	20	100%	100%	
	Superficies de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état (ha)	0	6 835	6 800	3 604	53%	3904	53%	58.3%	La prise en compte des superficies réellement mises en valeur et le complément d'aménagements permettra de rehausser la cible en fin 2016
	Nombre d'actes fonciers rédigés/octroyés (par type)	0	5 000	5 000	3 700	74%	5 500	110%		
	Nombre de COFO partenaires formés		nd	30	19	63%	19	63%		
Produit attendu 1.2: Les capacités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des bénéficiaires sont renforcées	Nombre de champs écoles paysans maraichers mis en place	0	1 088	1 088	503	46%	503	46%		
	Nombre de jardins de case équipés+	0	17 500	8 750	1 350	15%	1 350	15%		
	Nombre de personnes formées dans le domaine d'activités génératrices de revenus (MER)	0	1 200	9	0	0%	3	33%		
	Nombre de boutiques d'intrants établis et gérés par une OP de manière économiquement durable et transparente	0	20	20	0	0%	0	-		
	Nbre de centres d'alpha fonctionnelle créés	0	136	68	36	53%	36	53%	53%	
	Nombre de personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+°	Total	0	3 400	3 400	1919	53%	1919	56%	Les taux vont s'améliorer avec la deuxième campagne prévue en 2016
		Homme	0	1700	1 700	880	52%	880	56%	
		Femmes	0	1700	1700	920	54%	920	57%	

COMPOSANTE B: Développement d'infrastructures économiques												
Effet escompté 2: L'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur commercialisation est améliorée	Efficacité: Proportion des producteurs/trices appuyés utilisant les plateformes de collecte et comptoirs			0	60%	60%						
	Diminution de 15% des pertes liées au transport et au stockage	oignon	% de perte transport	12,1%	10,29%	10,29%					Les infrastructures ne sont construites, ces indicateurs n'ont pas l'objet de Suivi.	
			% de perte stockage	23,1%	19,64%	19,64%						
		Tomate	% de perte transport	9%	7,65%	7,65%						
			% de perte stockage	14,8%	12,58%	12,58%						
		Chou	% de perte transport	8,8%	7,48%	7,48%						
			% de perte stockage	21,5%	18,28%	18,28%						
		Poivron	% de perte transport	9,7%	8,25%	8,25%						
			% de perte stockage	11,5%	9,78%	9,78%						
	Durabilité: (après 3 ans) Proportion de brigades communales d'entretien routier sont opérationnelles* (avec barrières de pluies fonctionnelles) en articulation avec les communes après 3 ans			0	80 %	100 %					Les brigades en cours de mises en place et d'opérationnalisation	
	Proportion d'infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service après 3 ans* (par type)			0	80%	80%						
Produit attendu 2.1: Les pistes rurales de désenclavement des zones de production	Routes construites/remises en état* (km)			0	150	123	0	0%	123	100%	100%	Le niveau d'avancement de travaux indique un taux de 49%. Les réceptions provisoires auront lieu e 2016
	Nombre de brigades d'entretien routier mis en place et équipées			0	30	4	44	0%	44	100%	100%	Il s'agit de 44 brigades communautaires qui vont

sont réhabilitées/co nstruites										constituer les 4 brigades indiquées dans le CL
	Nombre de barrières de pluies construites et équipées	0	30	8	0	0%	8	100%	100%	Seront mises en place après les travaux
Produit attendu 2.2: Les infrastructures communautaires de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions	Nombre d'installations de commercialisation aménagées identifiées et étudiées (2 marchés et 7 plateformes de collecte et de négoce, plus de centres de collecte)	0	32	9	9	100%	9	100%	100%	
	Nombre d'installations de commercialisation aménagées et/ou remises en état (2 marchés au lieu de 2 comptoirs)	0	2	2	0	0%	0	0%	0%	Les infrastructures seront construites avec les fonds de OFID /ProDAF
	Nombre de plateformes de collecte et négoce construites/réhabilitées (7 plateformes de commercialisation au lieu des 30 centres de collecte)	0	30	7	0	0%	0	0%	0%	
	Nombre de cadres de concertation mis en place (<i>Hadin qwiwa</i>)	0	0	15	12	80%	12	80%	80%	
	Nombre d'infrastructures de bureau construites	0	0	2	0	0%	2	100%	100%	

(+) Indicateur i3N

(*) Indicateur SYGRI

(°) indicateur FEM

(=) indicateur désagrégé

Indicateurs supprimés

Indicateurs rajoutés dans le cadre logique

Indicateurs pour lesquels les valeurs cibles ont été modifiées

Taux d'exécution supérieur ou à égal à 70%

Taux d'exécution compris entre 40% et 69%

Taux d'exécution inférieur ou égal à 39%

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Les mesures convenues sont intégrées dans celles du ProDAF présentées dans le tableau ci-après.

RECAPITULATIF DES MESURES CONVENUES A L'ISSUE DE LA MISSION CONJOINTE DE SUPERVISION DU ProDAF DU 04 AU 22 AVRIL 2016			
DOMAINE D'ACTION	MESURE CONVENUE	QUI	DATE
Composante A: Renforcement et expansion durable de l'Agriculture de Familiale			
Aménagement Global	Afin d'éviter des retards éventuels dans l'exécution effective des activités physiques, établir un chronogramme rigoureux de mise en œuvre des activités importantes	Coordonnateurs URGP et CENAT	Mai-16
	Renseigner régulièrement les taux d'exécution afin de préserver les équilibres entre les catégories	Coordonnateurs URGP et CENAT	Action permanente
AS1: Aménagement des bassins versants	Les structures chargées de l'exécution (ONG) et celles chargées du contrôle de qualité (STD) doivent veiller au respect des normes	Responsable Composante1	Juin-16
	Assurer l'évaluation des rendements des sites de CES/DRS à des fins agro- sylvo et pastorales	Responsable Composante1	Avril et Décembre 2016
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux	Tenir compte des ouvrages existants dans les bassins-versants et intégrer les mesures de réhabilitation et/ou de renforcement de ces ouvrages dans les projets de réalisation de nouveaux ouvrages	Responsables composante 1	Continue
AS4: Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques	Ajuster les prévisions par guichets lors de la révision du PTBA	Resp Composante 1	Juin-16
	Etablir une situation de référence sur les rendements au niveau d'un échantillon de producteurs bénéficiaires et non bénéficiaires afin de mieux apprécier la contribution de ces CEP	Resp Composante 1	Mai-16
	Assurer une meilleure vulgarisation du guide national CEP auprès des acteurs de mise en œuvre	Resp Composante 1	Avril – Décembre 2016
	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer le recyclage des facilitateurs et superviseurs en rapport avec la DGA	Resp Composante 1 URGP Maradi et Tahoua	Avr-16

AS6: Amélioration du petit élevage et de l'aviculture	Améliorer les TDR élaborés par rapport aux SVPP afin de présenter une démarche complète en conformité avec la démarche de référence pour la mise en place des SVPP	URGP Mi-Ta-Zr – Resp Composante 1	Mai-16
	Promouvoir une synergie d'action entre le ProDAF et les partenaires engagés dans la mise en place des SVPP (REGIS/ER, ..) sous le leadership de la DREL	Coordonnateurs URGp Zinder et Maradi	Avril – Déc 2016
	Accompagner le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour l'élaboration d'un guide national sur les DIPE	Responsables composantes 1 URGp Zr, Mi et Ta	Avril – Déc 2016
	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer une meilleure consolidation et une stratégie de sortie pour les kits mis en place par le PASADEM	Responsable compos 1 – URGp Maradi	Avril – Déc 2016
	Recruter un nouvel ATN élevage à la CENAT dans les meilleurs délais	MAG/EL – CENAT Maradi	Avril – Mai 2016
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel	Définir le contenu des contrats d'ingénierie sociale en contrat axé sur les résultats mesurés par des livrables (RECA, 3 CRA, fédérations)	RC1, RC2	30-sept-16
		ATNS/IP	
AS8: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle	Evaluer le nombre de groupements qu'il est possible de former et équiper avec le montant disponible sur des AGR respectueuses de l'environnement (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration et de la proximité aux MDG/CC).	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGp Maradi	Immédiat
	Conduire un deuxième cycle d'alphabétisation dans un nombre limité de centres en fonction des ressources disponibles (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration)	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGp Maradi	Après la signature de la convention avec l'opérateur
	Conduire dans les 3 régions l'étude sur les jardins de case (mis en place par le PPI et par le PASADEM) prévue par la RMP	ATJ Genre et ATJ Agronome	Sept-16
	Procéder à l'élaboration d'un chronogramme détaillé des activités AS8 sur 3 ans; sur cette base, spécifier clairement les livrables dans tout nouveau contrat, convention et TDR AS8	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGp Maradi, Tahoua et Zinder	Avant l'élaboration du PTBA 2017
Composante B: Accès aux marchés des exploitations familiales			
AS9: Développement des infrastructures commerciales des PDE	Etablir un rapport détaillé cosigné par les parties prenantes de chaque site d'implantation de MDG/PFC avec leurs caractéristiques économiques et physiques spécifiques en optimisant les coûts de terrassement et évaluer le terrassement du MDG correspondant à un linéaire de piste à convertir en surface de MDG terrassés	Coordinateurs URGp	15-mai-16

	Elaborer une note technique de la construction des centres de collecte à Awilikiss (PDE de Badiguichiri, PAMIRTA) Koundigué et Koumassa (PDE de Sabon Guida, OFID/ProDAF)	RC2 URGP Tahoua	30-juin-16
	Pour l'alimentation en eau des infrastructures commerciales, rechercher un financement complémentaire ou des partenaires pour un cofinancement	ATN-DP/coordonnateurs URGP	Continue
	Notifier à la mission de contrôle les insuffisances constatées au niveau du chantier de Djirataoua et demander le remplacement du contrôleur permanent par un technicien plus compétent	Resp composante 2 / URGP Maradi	Immédiat
	Suspendre les travaux du hall du MDG de Djirataoua et soumettre la charpente à l'appréciation du cabinet de contrôle qualité BA2C avant la pose de la toiture conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URGP Maradi	Immédiat
	S'assurer de l'effectivité des missions du cabinet BA2C aux étapes charnières conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URGP Maradi	Continue
	Au regard de certaines dispositions visiblement inappropriées relevées sur les chantiers de MDG en cours, organiser une séance de travail sur chaque chantier avec le cabinet d'architecture pour une harmonisation des compréhensions	Resp composante 2 / URGP Maradi	Immédiat
AS10: Construction des pistes rurales	Extraire des DAO le montant des conventions signées avec le BEEEI pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	RPM/URGP	Continue
	Mettre à profit la révision du PTBA pour recadrer les prévisions budgétaires, notamment les avances de démarrage aux entreprises	Resp composantes 1 et 2, ATNS&E	Juin-16
	Adresser des lettres de rappel à toutes les entreprises en charge des travaux de pistes PUSADER+ pour le complément du matériel et du personnel et attirer leur attention sur les retards dans l'avancement des travaux	Composante 2 URGP Maradi et Tahoua / ATN-Pistes	Immédiat
	Assurer la délivrance des mises en demeure N°2 aux entreprises des 3 lots des pistes PPI Ruwanmu	DGGR / MAG-EL	immédiat
	Elaborer un mémorandum à l'attention des plus hautes autorités du MAG-EL pour leur permettre d'être imprégnées des difficultés sur les différents chantiers et préparer la prise de décisions	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR	Immédiat
	Prendre les dispositions pour une mise en régie du chantier du lot 3 (constat de l'arrêt unilatérale des travaux, évaluation des travaux restants, évaluation des besoins, etc.)	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR / Ministère de l'Equipeement	Fin juin 2016
	Prendre les dispositions pour assurer la présence effective des premiers responsables des entreprises sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision	Coordonnateurs URGP	Permanent

AS11: Gestion des infrastructures commerciales	Impliquer dans les réunions de sites aux stades finaux les considérations d'utilisation et faire l'inventaire des services essentiels nécessaires au marché en proposant des solutions concrètes en collaboration avec les GIE: pesage, électricité, eau	RC Comp 2 URGP-MI	30-juin-16
		CENAT ATNS/IP	
	Finaliser les conventions de collaboration avec AcSAA- Afrique verte comme contrat axé sur les résultats sur base de matrice de livrables par PDE définie au niveau chaque URGP	CENAT ATNS/IP	
		RC2 URGP	30-avr-16
			31 aout 2016
	Séparer en deux contrats distincts le renforcement de capacités des BER, pour moitié consistant en leur émergence et formation technique (prestataires et DR Equipement), et pour moitié consistant en leur évolution vers une structure de services liée aux MDG/CCS et contractant avec leurs structures de gestion respectives (prestation AcSSA)	CENAT ATN/PR	Sept-16
		RC2 URGP	
AS12. Promotion des activités commerciales au sein des PDE.	Prévoir une concertation au niveau des 3 régions avec les autres projets présents en vue de trouver une complémentarité dans les actions de financement sur le terrain	AT FR et Resp comp URGP	Juil-16
	Signer un accord de partenariat par région avec les autres projets et favoriser la mise en place d'un comité d'échange et de suivi par région	AT FR et Resp comp URGP	Aaoût-16
	Améliorer les projets de convention pour prendre en compte l'expérience de la convention avec la BAGRI et les expériences en cours avec les autres projets	Assistant Technique FR	Juin-16
	Développer une stratégie de diversification des sources de financement afin d'offrir le plus le choix possibles aux acteurs (producteurs, MER, PME)	AT/ FR et URGP	Oct-16
	Mener des actions d'information auprès des IF susceptibles d'être des partenaires du ProDAF dans les régions	Assistant Technique FR	Sept-16
	Préparer la mise en œuvre des conventions avec les partenaires d'appui aux acteurs à financer	AT FR	Oct-16
	Préparer les actions d'accompagnement des conventions avec les institutions financières partenaires	A TFR et ATI	Oct-16
AS13. Intégration des échanges transfrontaliers	Accélérer les processus de mise en place des CTL des régions de Tahoua et Zinder	CENAT ATNS/DP	30-juin-16

Composante C: Coordination, Gestion Fiduciaire, suivi-Evaluation et gestion du Savoir -Communication			
Coordination	Elaborer une proposition de demande de financement du gap constaté; la soumettre à l'approbation du comité de pilotage et à la non objection du FIDA	CENAT	30-juin-16
	Entreprendre les démarches nécessaires pour la mobilisation des fonds de contrepartie pour le PASADEM et le PPI	CENAT	Immédiat
Prise en compte du genre	Introduire un engagement à la désagrégation systématique des données par genre/âge dans les rapports dans tous les TDR 2017 des opérateurs ainsi que dans toutes les conventions en cours d'élaboration	Assistante LFSN URGP Maradi, Tahoua et Zinder	Au moment de l'élaboration des TDR 2017
Ciblage	Employer la méthodologie de ciblage existante à l'échelle des villages sur la base de seuils locaux, sans la généraliser	Responsables S&E des 3 URGP, ATN S&E	Immédiat et continu
	Assurer la participation des ménages bénéficiaires des kits élevage de 2015 parmi les stagiaires des DIPE	Assistante LFSN URGP /responsable composante 1 Maradi	Immédiat
Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs	Finaliser, faire valider par le CP et partager la Planification Pluriannuelle y compris le Cadre de Mesure des Résultats (CMR) avec l'ensemble des acteurs	ATN/IP /ATN/SE	30-juin-16
	Accélérer la formation/recyclage en SIG des équipes et des partenaires du programme	Responsable SIG	Immédiat
Gestion financière	1. Impulser l'appropriation du manuel d'exécution du Programme par l'ensemble du personnel	Coordo/ATNS	Immédiat /Continue
	2. Confirmer le contrôleur interne en poste en auditeur interne au besoin réorienter sa mission et renforcer au besoin ses capacités	ATNS	Immédiat
	3. Procéder à l'ouverture des comptes d'opérations au niveau des régions pour le guichet ASAP	Coordo/ATNS	Immédiat
	4. Harmoniser les seuils de passation des marchés aux seuils nationaux.	RPM	Immédiat
	5. Favoriser les échanges réguliers entre les RPM afin de mutualiser les efforts et améliorer l'efficacité	Coordo/URGP et RPM	Immédiat et permanent
	6. Régulariser les dépenses communes pour assurer le rattachement de chaque dépense à son centre de gestion correspondant	RAF/ATNCF	Immédiat
	7. Souscrire à une assurance pour toutes les bases vie (Maradi, Zinder, Tahoua) contre le risque d'incendie et risques divers	Coordonnateur	Immédiat
Partenariats et dialogue politique	Relancer le processus de mobilisation des fonds du PAMIRTA à travers: (i) l'envoi d'un courrier au Ministre des Affaires Etrangères Italiennes signifiant l'intérêt du Gouvernement du Niger pour ce projet et le souhait d'un déblocage du financement; (ii) l'envoi d'une mission de haut niveau à Rome; et (iii) l'implication de l'Ambassade du Niger à Rome pour le suivi de proximité du dossier	CENAT/Niamey	15-mai-16

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) - Situation au 31 mars 2016

Résultats 1er Niveau	Unité	Réalisation 2014	Prévision 2015	Réalisation au 31/10/2015	Taux de Réalisation au 31/10/15	Cible DCP ou révisée	Cumul Réalisé au 31/03/1	PTBA 2016			Situation cumulée au 31/12/2016		Commentaires
								Prévision 2016	Réalisation au 31/03/2016	Taux au 31/03/16	Réalisation cumulée au 31/12/16	Exécution cumulée au 31/12/16	
Composante A: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation													
Connaissance du Potentiel en terre irrigable													
3 études sur le potentiel en terre réalisées et diffusées	Etude	3	3	3	100%	3	3	0	0	0	3	100%	
Renforcement de réseau piézométrique													
300 piézomètres mis en place et suivis	Nbre	310	310	310	100%	300	528	0	0	0%	528	170%	
Traitement Bassins Versants							-				-		
3 300 ha de traitement Bassins Versants	Ha	1857,18	1702	1 537	90%	3300	3 394	0	0	0%	3 394	103%	
Emergence des AUE							-				-		
30 AUE mis en place et animées (15 anciennes+ 15 nouvelles à créer)	Nbre	15	30	17	57%	20	20	20	0	0%	20	110%	
Aménagement et Mise en valeur Petite irrigation													
Superficies aménagées/ consolidées en Petite irrigation	Hectares	1669,41	1513	1253	83%	6800	3 604	368	0	0%	3 904	58%	Le taux a été amélioré d'environ 10%) par la revue des superficies réellement mises en valeur
5 000 actes fonciers établis	Nbre	3700	1800		0%	5000	6 216	1440	0	0%	6 216	136%	
Nbre de DMP approuvés	Nbre	180	25	68	272%	250	248	1440	15		263	105%	
Renforcement Capacité des producteurs à travers les CEPM													

Résultats 1er Niveau	Unité	Réalisation 2014	Prévision 2015	Réalisation au 31/10/2015	Taux de Réalisation au 31/10/15	Cible DCP ou révisée	Cumul Réalisé au 31/03/1	PTBA 2016			Situation cumulée au 31/12/2016		Commentaires
								Prévision 2016	Réalisation au 31/03/2016	Taux au 31/03/16	Réalisation cumulée au 31/12/16	Exécution cumulée au 31/12/16	
1 088 CEPM mis en place et animées	Nbre	400	800	502	63%	1088	503	100	0	0%	603	56%	
Alphabétisation Fonctionnelle							-						
68 centres alpha fonctionnel mis en place	Nbre	36	36	36	100%	68	36	0		0%	36	53%	
17 500 JDC mis en place	Nbre	1350	1500	0	0%	8750	1350	0	0	0%	1350	15%	Activité abandonnée
Composante B: Développement des infrastructures économiques													
Construction et réhabilitation Pistes													
Linéaire de routes construit ou réhabilité	km	0	123,18	0	0%	123	49,2	123	0	0%	49,2	100%	Travaux en cours
Barrières de pluies installées	Nbre	0	12	0	0%	8	-	0	0		-	100%	
Brigades d'entretien routier équipé	Nbre	0	30	44	147%	12	8	4	4	100%	12	100%	
Emergence cadre de concertation (HG)													
Nbre de HG animés	Nbre	12	12	12	100%	15	12	12	12	100%	12	80%	
Plate formes de commercialisation													
2 installations de commercialisation aménagées		0	0	0		2	0	0	0	0%	0	0%	Seront construites par le Guichet OFID/ProDAF
30 plateformes de collecte aménagées		0	0	0	-	7	0	0	0	0%	0	0%	
Financement de MER													
Nbre dossiers de MER soumis en financement			6	1	17%	30	1	0	0	0%	0	6%	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

A. PPI: Exécution budgétaire du PTBA

Composantes / Sous Composantes	Exécution PTBA 2016					
	Montant Total PTBA 2016	Montant total décaissé au 31 mars 2016	% de réalisation au 31 mars 2016	Engagements à liquider en 2016	Montant total des Réalisations au 31 décembre 2016	% au 31 décembre 2016
Composante A. Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation	248 026 540	13 420 540	5%	27 636 269	41 056 809	17%
SC1. Accès et gestion durable des ressources hydriques et foncières	165 826 540	6 606 540		20 647 407	27 253 947	16%
SC2. Renforcement des capacités de production, de post-récolte et de commercialisation	82 200 000	6 814 000		6 988 862	13 802 862	17%
Composante B: Développement d'infrastructures économiques	788 901 193	173 599 713	22%	890 430 599	1 064 030 312	135%
Réhabilitation/ construction de pistes rurales de désenclavement	772 140 322	173 167 653		882 497 504	1 055 665 157	137%
Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation	16 760 871	432 060		7 933 095	8 365 155	50%
Composante C: Coordination et gestion du Projet	24 500 000	8 371 793	34%	7 500 000	15 871 793	65%
Coordination administrative et financière	14 500 000	2 791 498		7 500 000	10 291 498	71%
Suivi-évaluation et communication	10 000 000	5 580 295		-	5 580 295	56%
TOTAL GENERAL	1 061 427 733	195 392 046	18%	925 566 868	1 120 958 914	106%

B. Reconstitution des comptes désignés au 31-Mars-2016

1. Compte désigné prêt et don FIDA au 31 mars 2016

Dépôt initial compte spécial en FCFA	1 500 000 000
Montant recouvré	412 073 423
Solde de l'avance (A)	1 083 513 767
Solde du compte désigné au 31/03/2016	446 169 281
Solde des comptes d'opérations au 31/03/2016	9 885 931
Total soldes bancaires au 31/03/2016	456 055 212
Montants des chèques non encore présentés à l'encaissement	
DRFs en cours de transmission	627 458 556
DRFs non encore créditées	
Sous total (B)	1 083 513 767

PROJET DE PETITE IRRIGATION PPI-RUWANMU
NIGER

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 31/03/2016 en USD

Bailleur de fonds	Pré évaluation	Décaissements	Pourcentage décaissé	DRF en cours de traitement	Total Décaissements y compris DRF en cours	Pourcentage décaissé y compris DRF en cours
	<i>USD</i>	<i>USD</i>		<i>USD</i>	<i>USD</i>	
Prêt FFE n° L-E-14 - NE	18 757 400	16 496 243,03	94,89%	726 237,38	17 222 480,41	99,07%
Prêt FIDA n° L-I-877-NE	1 781 400	1 473 890,33	87,09%	-	1 473 890,33	87,09%
Don FIDA n° G-I-C 1390-NE	999 700	981 207,62	99,98%	-	981 207,62	99,98%
Etat du NIGER	4 113 900	1 366 597,00	36,91%	-	1 366 597,00	36,91%
TOTAL	25 652 400	20 317 938	85,51%	726 237,38	21 044 175,36	88,57%

PROJET DE PETITE IRRIGATION PPI-RUWANMU

NIGER

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds au 31/03/2016 en millions de FCFA

Composante	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don FIDA			Contrepartie			Total du Projet au 31 mars 2016		
	Pré-évaluation CFA	Réalisé		Pré-évaluation CFA	Réalisé		Pré-évaluation CFA	Réalisé		Pré-évaluation CFA	Réalisé		Pré-évaluation CFA	Réalisé	
		CFA			CFA			effective			CFA			CFA	
Composante A	5 308 300	4 015 916	76%	453 000	327 172	72%	498 117	498 952	100%	1 368 900	195 622	14%	7 628 317	5 037 661	66%
Composante B	1 888 000	1 758 278	93%	436 766	324 669	74%	-			412 200	495 545	120%	2 736 966	2 578 492	94%
Composante C	1 987 058	2 719 514	137%	-	-		-	-		70 200	10 983	16%	2 057 258	2 730 498	133%
TOTAL	9 183 358	8 493 708	92%	889 766	651 841	73%	498 117	498 952	100%	1 851 300	702 151	38%	12 422 541	10 346 651	83%

Tableau 5 C-1

PRÊT FFE n°L-E-14-NE

Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU

Source de Financement: FFE

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FFE

TABLEAU 5C: Situation au 31 mars 2016

CATEGORIE		MONTANT APRES REALLOCATION		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 31 mars 2016			DRFs n° 22 en de paiement de paiement au 31 mars 2016		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
		Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	1 050 270,66	688 932 389		0,00	0,00	1 050 270,66	688 932 389		-1 050 270,66	-688 932 389
1	Génie Civil et Rural	5 850 000,00	3 837 348 450	3 944 370,27	2 588 163 633	67,43%	793 458,68	520 474 775,00	4 737 828,95	3 108 638 408	81%	1 112 171,05	728 710 042
2	Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	1 639 892 500	2 206 092,19	1 447 132 280	88,24%	0,00	0,00	2 206 092,19	1 447 132 280	88%	293 907,81	192 760 220
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	4 219 592,00	2 767 870 910	4 395 182,77	2 855 719 154	104,16%	143 209,37	93 939 189	4 538 392,14	2 949 658 343	108%	-318 800,14	-181 787 433
4	Salaires et couts de fonctionnement	1 430 408,00	938 286 140	1 447 529,71	975 991 989	101,20%	19 886,35	13 044 591	1 467 416,06	989 036 580	103%	-37 008,06	-50 750 440
	TOTAUX	14 000 000,00	9 183 398 000	13 043 445,60	8 555 939 445	93,17%	956 554,40	627 458 555	14 000 000,00	9 183 398 000	100%	0,00	0

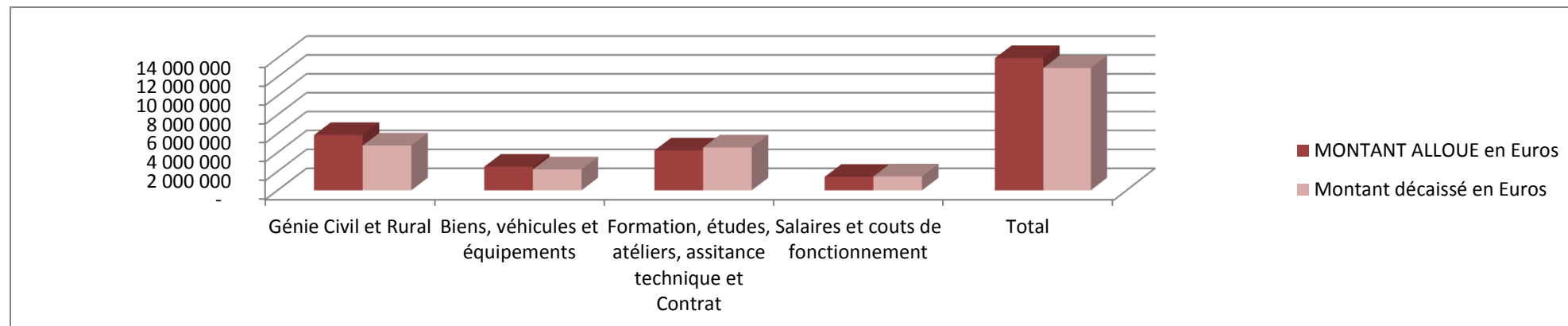


Tableau 5 C-2
PRÊT FIDAn°L-I-877-NE
Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU
Source de Financement: FIDA
INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FIDA

TABLEAU 5C: Situation au 31 mars 2016

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 31 mars 2016			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	177 064,03	134 654 322		-177 064,03	-134 654 322
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	935 744 149	846 598,03	684 051 476	72,36%	323 401,97	251 692 673
2	Biens, véhicules et équipements							
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat							
4	Salaires et couts de fonctionnement							
	TOTAUX	1 170 000,00	935 744 149	1 023 662,06	818 705 798	87,49%	146 337,94	117 038 351

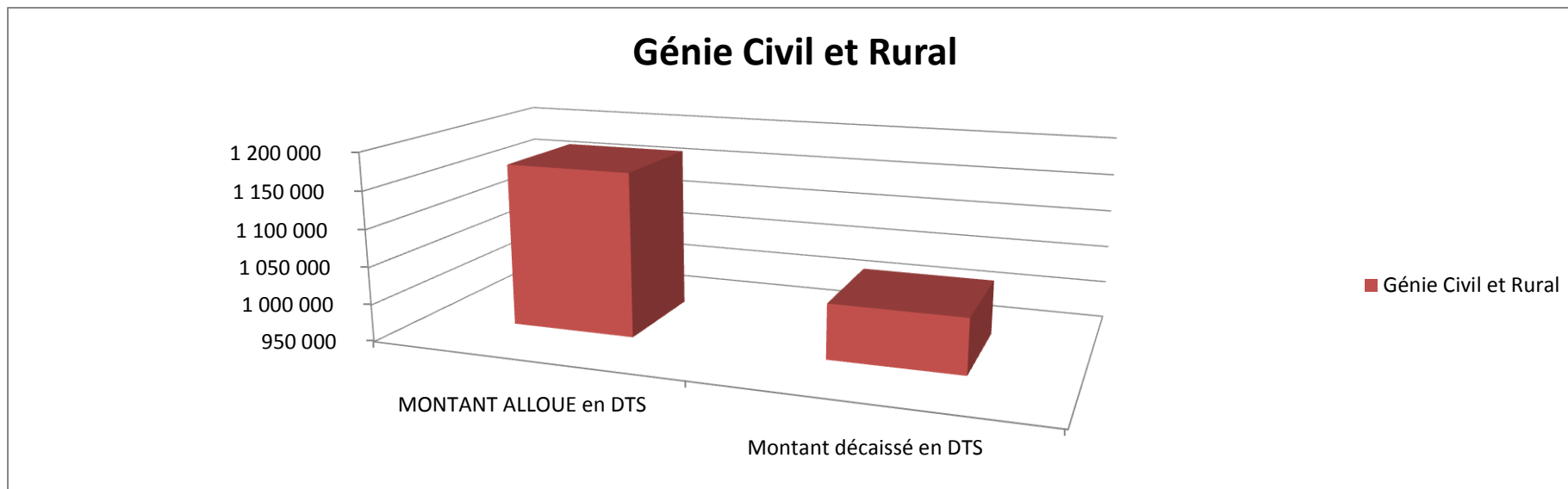


Tableau 5 C-3

PRÊT FFE n°L-E-14-NE

Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU

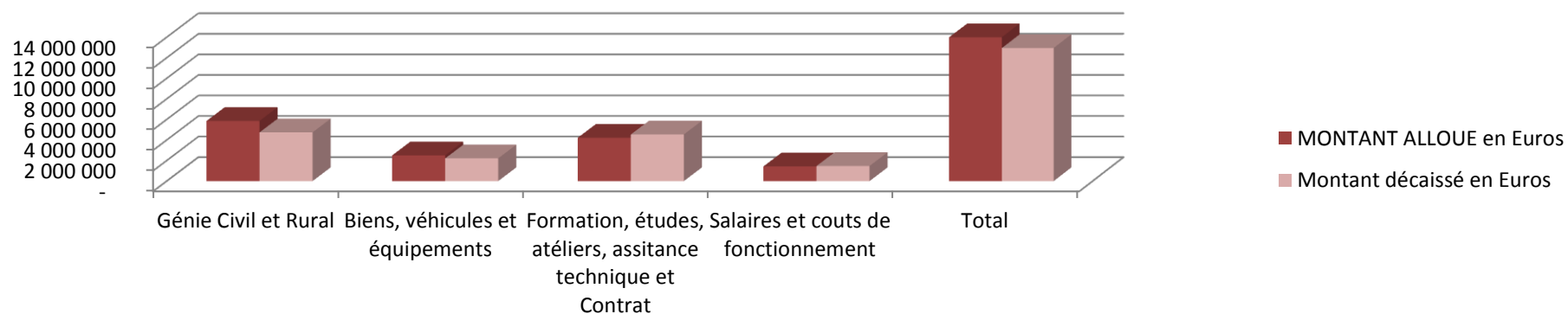
Source de Financement: FFE

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FFE

TABLEAU 5C: Situation au 31 mars 2016

CATEGORIE	MONTANT APRES REALLOCATION		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 31 mars 2016			DRFs n° 22 en de paiement de paiement au 31 mars 2016		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA
AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	1 050 270,66	688 932 389		0,00	0,00	1 050 270,66	688 932 389		-1 050 270,66	-688 932 389
1 Génie Civil et Rural	5 850 000,00	3 837 348 450	3 944 370,27	2 588 163 633	67,43%	793 458,68	520 474 775,00	4 737 828,95	3 108 638 408	81%	1 112 171,05	728 710 042
2 Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	1 639 892 500	2 206 092,19	1 447 132 280	88,24%	0,00	0,00	2 206 092,19	1 447 132 280	88%	293 907,81	192 760 220
3 Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	4 219 592,00	2 767 870 910	4 395 182,77	2 855 719 154	104,16%	143 209,37	93 939 189	4 538 392,14	2 949 658 343	108%	-318 800,14	-181 787 433
4 Salaires et couts de fonctionnement	1 430 408,00	938 286 140	1 447 529,71	975 991 989	101,20%	19 886,35	13 044 591	1 467 416,06	989 036 580	103%	-37 008,06	-50 750 440
TOTAUX	14 000 000,00	9 183 398 000	13 043 445,60	8 555 939 445	93,17%	956 554,40	627 458 555	14 000 000,00	9 183 398 000	100%	0,00	0



C. Situation financière de l'OFID

PAYS: NIGER

Titre du Projet: Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural Fonds Additionnels - PUSADER Plus

Prêt OFID n°1559 P

REGISTRE DES DEMANDES DE RETRAIT DES FONDS OFID en FCFA au 31 mars 2016

DRF envoyées/payées							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)	Montant recouvré par le FIDA	Total DRF payé (monnaie de retrait)	Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
DRF 001	04/11/2014	Avance initiale	118 000 000	118 000 000	-	118 000 000	118 000 000
DRF 002	03/07/2015	Compte spécial	60 469 236	60 469 236	-	60 469 236	60 469 236
DRF 003	10/09/2015	Compte spécial	59 478 348	59 478 348	-	59 478 348	59 478 348
DRF 004	10/01/2016	Paiement Direct	120 937 763	120 937 763	-	120 937 763	120 937 763
DRF 005	18/02/2016	Paiement Direct	105 612 284	105 612 284	-	105 612 284	105 612 284
DRF 006	22/02/2016	Paiement Direct	93 694 012	93 694 012		93 694 012	93 694 012
DRF 007	23/02/2016	Paiement Direct	98 619 321	98 619 321		98 619 321	98 619 321
Sous Total (1)			656 810 964	656 810 964	-	656 810 964	656 810 964
DRF à établir (dépenses payées au moyen du compte désigné mais non encore demandées en remboursement, ligne 7 état de rapprochement compte désigné)							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)	Avances		Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
Sous Total (2)			-	-	-	-	-
DRF à attente de paiement (dépenses incluses dans DRF/DPD, envoyées au FIDA mais pas encore payées, ou reliquat des DRF réglées partiellement et encore attendus - écarts et DRF rejetées et nos encore resoumises)							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)			Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
DRF 008	15/03/2016	Paiement Direct	98 436 946	98 436 946			
Sous Total (3)			98 436 946	98 436 946			
TOTAL: (1)+(2)+(3)			755 247 910	755 247 910	-	656 810 964	656 810 964

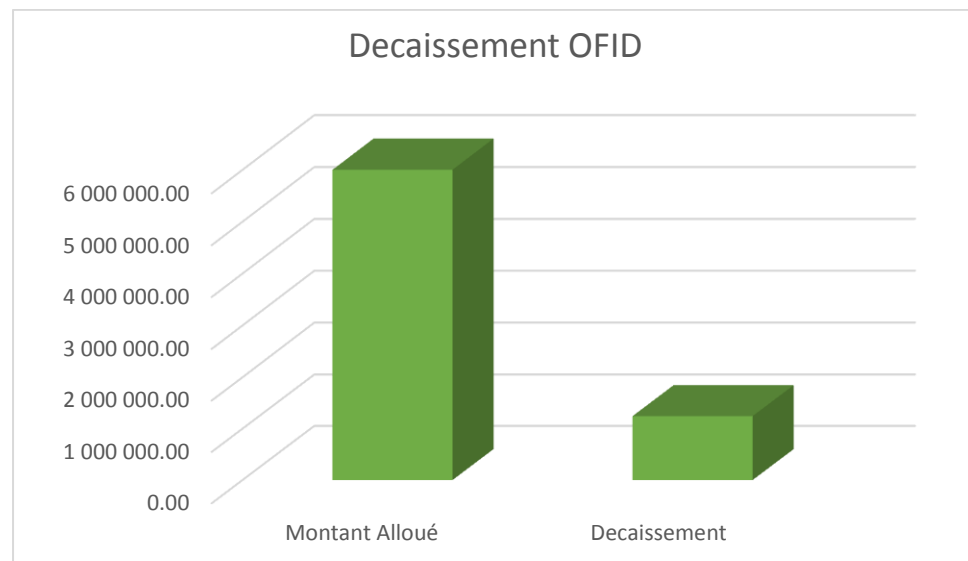
PAYS: NIGER

Titre du Projet: Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural – PUSADER

Prêt OFID n°1559 P

Situation au 31 mars 2016: Prêt OFID n°1559P

Composante		Montant Alloué		Décaissement		Solde disponible		
		USD	CFA	USD	CFA	USD	CFA	
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL			225 677,51	118 000 000,00	-225 677,51	-118 000 000	
C	Rural infrastructure	6 000 000,00	3 168 512 580	1 018 081,41	538 810 964	4 981 918,59	2 629 701 616	16,97%
	TOTAUX	6 000 000,00	3 168 512 580	1 243 758,92	656 810 964	4 756 241,08	2 511 701 616	20,73%



Réalisation cumulée des Fonds PUSADER Plus					
	Désignation	Prévision Globale	décaissement 2015	décaissement 2016	Solde Disponible au 31/03/2016
A01	Actualisation des études socio-économique et d'impact environnementale	10 000 000	6 972 400		3 027 600
A02	Etude Géotechnique sur les carrières	12 000 000	11 747 800		252 200
A04	Etude topographique sur les traçons	17 000 000	16 548 486		451 514
A06	Travaux LOT1	528 061 423	-	105 612 284	422 449 139
A06	Travaux LOT2	493 096 604	-	98 619 321	394 477 283
A06	Travaux LOT3	604 688 815	-	120 937 763	483 751 052
A06	Travaux LOT4	468 470 064	-	93 694 012	374 776 052
A06	Travaux LOT5	492 184 731	-	98 436 946	393 747 785
A07	lancement officiel et Réception des travaux	13 000 000		10 616 936	2 383 064
A08	Atelier de Validation des études	10 000 000	7 957 225		2 042 775
B01	Acquisition matériels et équipement SIG	2 000 000	1 160 000		840 000
B02	Cabinet mission de contrôle	146 110 000			146 110 000
B03	Appui à la Coordination, gestion financière et SE projet	42 000 000	21 995 425		20 004 575
B04	Appui au dispositif Piste et Coordination Projet	50 000 000	45 277 529		4 722 471
B05	Mission de surveillances environnementale	5 700 000	-		5 700 000
B06	Supervision contrôle des CRC/CNC/STD et autorités	15 000 000	-	1 424 206	13 575 794
B07	Comité de Pilotage	7 500 000	6 079 100		1 420 900
C01	Equipement pour les brigades d'entretien routier	25 000 000			25 000 000
C02	Ingénierie Sociale sur l'entretien routier	25 000 000			25 000 000
D03	Etudes spécifiques pour réaliser des travaux	25 000 000	12 800 200	2 400 000	9 799 800
E01	Fonctionnement courant	6 000 000	3 557 753	1 097 345	1 344 902
E02	Paramétrage logiciel de gestion	1 870 000	1 870 000		-
	Total	2 999 681 637	135 965 918	532 838 813	2 330 876 906

Appendice 6: Tableau de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit et de supervision

Mission Audit 2014	RECOMMANDATIONS	Niveau d'exécution	Commentaire
1	Séparation des tâches au niveau des coordinations régionales	Mise en œuvre	
2	Système de neutralisations des doubles factures au niveau des CRC	Mise en œuvre	Apposition de la mention « duplicata » ou « copie » sur les doubles des factures
3	Reversement à temps des impôts et taxes à la CRC de Tahoua	Mise en œuvre	
4	Signature des fiches d'imputation comptable	Partiellement appliqué	
5	Comptabilisation des avances initiales des comptes désignés dans le compte 14 « subventions »	Non – appliqué	Conformément aux dispositions du SYSCOA, les Avances doivent être reclassées du compte 16 au compte 14
6	Orienter le PTBA 2016 sur les activités prioritaires	Mise en œuvre	
7	Planifier les processus de recouvrement de l'avance initial	Mise en œuvre	
8	Introduire une requête de transformation partielle en numéraire de la contribution de l'Etat constituée essentiellement d'exonération et de taxes	Mise en œuvre	

NB: les principales recommandations de l'audit 2014 ont été mise en œuvre.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovations

Gestion des Savoirs:

1. Le PPI *RUWANMU* capitalise régulièrement les leçons apprises et les innovations issues de la mise en œuvre de ses activités aussi bien sur les approches conceptuelles et méthodologiques que sur les pratiques opérationnelles au niveau terrain où les acteurs (Opérateurs, techniciens, bénéficiaires) se complètent et s'enrichissent mutuellement des expériences des uns et des autres. Ces expériences ou leçons apprises couvrent non seulement les aspects organisationnels et techniques des acteurs mais concernent aussi le domaine managérial du projet tant sur les aspects de coordination administrative et Fiduciaire que sur le Suivi –Evaluation, la communication et la gestion des savoirs.
2. Ainsi, à la mi-parcours du PPI *RUWANMU*, quelques enseignements et leçons ont été tirés, capitalisés et partagés à travers cet appendice.

Apprentissages:

3. L'implication dans le suivi piézométrique et le renforcement des capacités des associations d'usagers de l'eau (AUE: plateforme multi-acteurs pour la gestion durable de la ressource en eau) constituent une passerelle essentielle pour la gestion durable des bassins versants nécessaire aux producteurs actifs dans les différents bassins de production. Les comités de gestion des terres récupérées (COGES) doivent faire partie intégrante des AUE.
4. Dans le domaine de la vulgarisation des techniques/technologies porteuses dans le domaine des cultures irriguées, le champs-école paysan maraîcher (CEPM) s'impose actuellement comme un outil efficace et efficient, parfaitement adapté et replicable en milieu paysan. En effet, plusieurs techniques/technologies ont déjà fait l'objet de test et/ou de diffusion à travers les CEPM mis en place par le PPI *RUWANMU*, avec des taux d'adoption autour de 90% chez les stagiaires. Les techniques améliorées les plus adoptées par les producteurs sont: l'utilisation des semences améliorées, les semis en ligne, les normes de densité selon les spéculations, la maîtrise du dosage des engrais et des produits phytosanitaires, l'utilisation de la micro-dose d'engrais, la culture sur planche de 10 m², les pépinières solarisées, le tuteurage pour les variétés de tomates à haute ramification, etc.
5. L'approche de « double flux » instaurée au niveau des centres d'alphabétisation fonctionnelle mis en place et animés avec l'appui du PPI *RUWANMU* a permis de doubler le nombre d'apprenants, faciliter la participation des femmes et des hommes avec des horaires distincts. Il faut également noter, au niveau de ces centres, la mise en place de comités villageois d'alphabétisation qui suivent l'activité mais également commencent à réfléchir sur sa pérennisation après projet (cf. système d'indemnisation des alphabétiseurs et d'acquisition du matériel didactique et des consommables).
6. Les cadres de concertation inter acteurs économiques des plateformes communément appelés Hadin Gwiwa (HG) en langue Haoussa, sont en mesure d'insuffler des changements positifs dans les transactions commerciales autour des produits maraichers même avant la construction des nouvelles infrastructures de marché. C'est le cas du HG de Doungou dans la région de Zinder qui a su d'abord s'organiser à l'interne pour maîtriser les flux des volumes de canne à sucre produite dans l'année afin de chercher des débouchés et éviter comme les années antérieures la perte d'énormes quantités de produit faute de clients. Avec cette dynamique organisationnelle créée par le HG, toute la production a été vendue à des coûts avantageux pour les producteurs et les acteurs de la filière.
7. Le Suivi-Evaluation a également une fonction de contrôle de la gestion. En tant que tel il doit donner des signaux d'alarme ou d'alerte sur les dépassements ou retard dans l'exécution physique et/ou financière. Il fonctionne comme un outil de gestion et de réorientation efficace seulement si ses conclusions sont clairement énoncées, prises en compte et partagées jusqu'au plus haut niveau de management pour action.

Innovations:

8. **Programme innovant d'alphabétisation fonctionnelle.** Pour respecter sa vocation « fonctionnelle », le programme a été bâti autour des thématiques couvertes par le PPI Ruwanmu qui répondent aux priorités/activités des groupes cibles. Cette formation de 6 mois par an (pendant la saison sèche), sur une période de trois ans, a pour objectif de permettre aux mêmes apprenants d'acquérir les connaissances et compétences utiles non seulement pour l'appropriation des pratiques et technologies innovantes d'irrigation véhiculées à travers les CEPM, mais également pour les aider dans leur structuration en tant qu'organisation sociale ou instance de décision, pour favoriser une bonne gouvernance et une gestion pragmatique des activités.

9. Plus spécifiquement, les différents modules conçus/adaptés par le projet et utilisés dans les centres d'alphabétisation permettent de renforcer les capacités dans les domaines suivants:

En première année:

- Les connaissances instrumentales en lecture et écriture
- Les compétences en calcul (addition, soustraction, multiplication, division, compte d'exploitation, mesures sur les parcelles etc.)
- Des thèmes éducatifs en lien avec: la production irriguée, le traitement des bassins versants, l'émergence des AUE, la gestion de l'eau, les pratiques essentielles en nutrition et hygiène, les questions de santé de reproduction, les mesures de sauvegarde environnementales et sociales, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, la démocratie participative etc.

En deuxième et troisième année, outre ces thématiques, l'apprentissage de la langue française appliquée.

10. Pour la première année de mise en œuvre du programme, les constats sont déjà assez édifiants. La pertinence de l'activité se trouve justifiée par l'engouement qu'elle suscite notamment auprès des femmes et des jeunes et des progrès enregistrés quant aux capacités accrues des apprenants.

11. **La réplication spontanée des techniques et technologies diffusées** au niveau des zones non ciblées est un symbole fort dans la conviction des producteurs que les CEPM sont un tremplin pour apprendre à mieux cultiver et produire plus. D'ailleurs, certains stagiaires de CEPM se sont organisés en groupements et projettent de se professionnaliser dans la production des semences améliorées.

12. Dans le domaine de la communication et la gestion des savoirs, plusieurs **notes de capitalisation et de réflexion** ont été produites par le projet tant au niveau national que régional. Ces notes servent de base d'échanges et d'approfondissement des connaissances sur les actions et les bonnes pratiques du projet. Elles font également l'objet d'une large diffusion à travers le site Web du RECA et le site d'archivage en ligne des projets FIDA au Niger.

13. A noter également que la CRC de Zinder a collaboré avec la **troupe théâtrale de la Radio Anfani/Zinder** pour la production et l'animation d'un sketch de sensibilisation pour inciter les producteurs à libérer (à temps) leurs contributions pour le financement de leurs microprojets d'appui à la petite irrigation. Les résultats atteints en termes d'effets sont spectaculaires car les taux de mobilisation de ces fonds sont passés de 55% en 2014 à plus de 95% dans cette région.

14. De plus, en termes d'innovation dans le domaine de la communication, le PPI RUWANMU, s'est inspiré de la coopération espagnole pour utiliser la plateforme gratuite Google Earth pour la visualisation des actions du projet sur le terrain. (Cf. Localisation des AUE mises en place par le PPI RUWANMU).

